

VISAGES DU REGIME

5 NOVEMBRE 1960

PRIX : 0,40 NF.

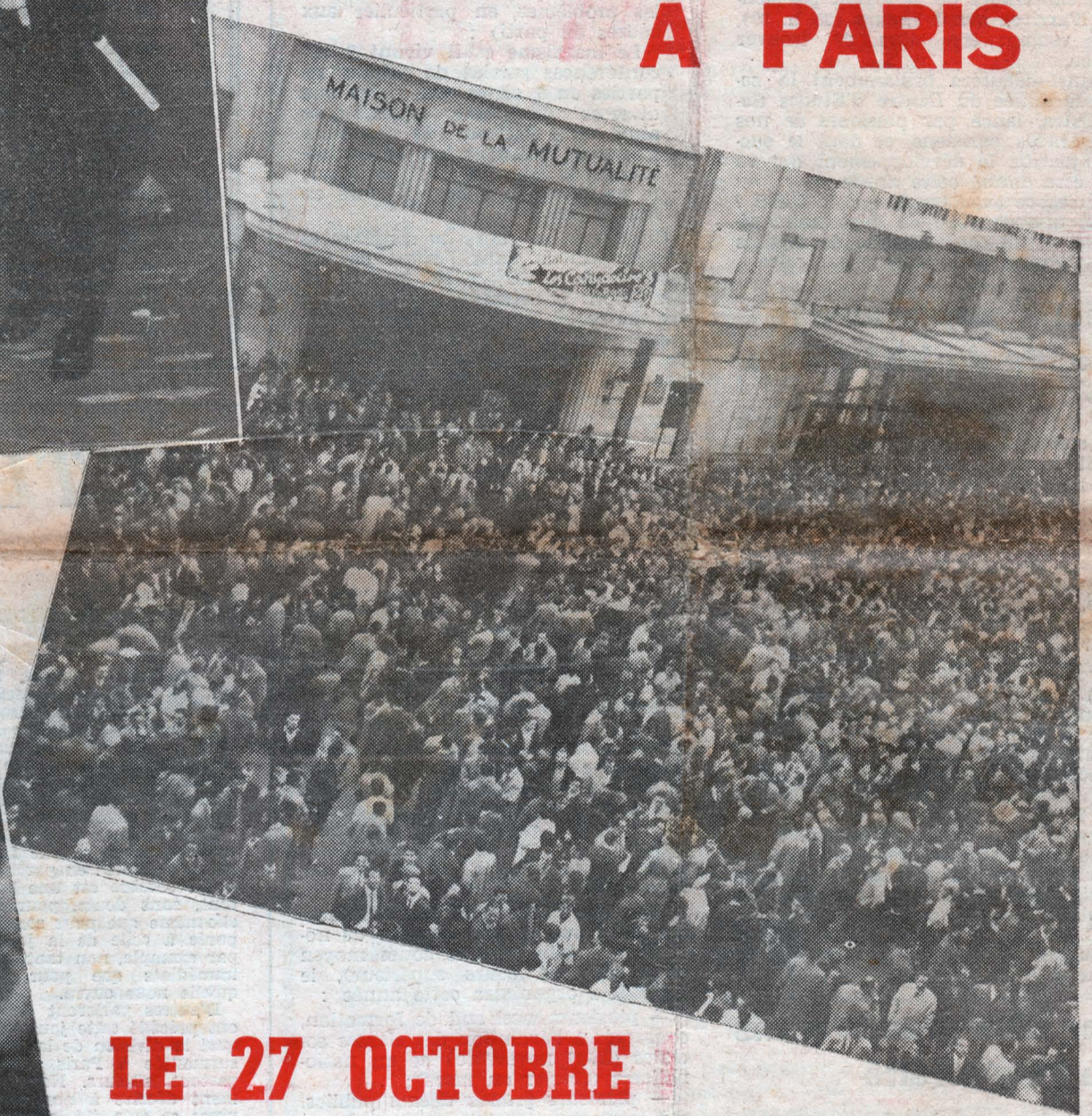
N° 26

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié



A PARIS



LE 27 OCTOBRE



Parmi d'autres : un gardien de la Paix. — Paris dit NON à la guerre d'Algérie. — Liberté de la Presse. — Pour les ouvriers Renault : des C.R.S. en armes — Le 3 octobre aux Champs-Élysées : des fascistes en liberté. (Voir pages 6 et 7 l'action en province)

Laurent SCHWARTZ inaugure le cycle 1960-1961 DU CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

MERcredi prochain 9 novembre, notre camarade Laurent Schwartz, professeur à la Sorbonne — jusqu'à ce que le gouvernement l'ait révoqué pour avoir signé l'appel des « 121 » —, et professeur à l'École Polytechnique, donnera à Paris, 44, rue de Rennes, la leçon inaugurale du cycle 1960-1961 du Centre d'Études Socialistes, outil indispensable de formation des militants de la région parisienne. La personnalité de l'orateur comme l'intérêt de son sujet :

« PENSEE SCIENTIFIQUE ET MARXISME »

feront certainement salle comble, et nous ne saurions trop recommander aux camarades de la région parisienne d'arriver avant l'heure (20 h. 30), s'ils veulent être sûrs de trouver place.

Ainsi débutera brillamment la seconde année du Centre d'Études Socialistes, lancé par plusieurs de nos camarades parisiens, et dont le succès justifie le développement qui va lui être donné cette année.

Qu'est-ce exactement que le C.E.S. ? Ni une chapelle de doctrinaire sélects, ni un conservatoire de mythes poussiéreux, mais bien le contraire.

Bien comprendre le monde du XX^e siècle

UNE organisation de conférences — embryon de l'Université socialiste qu'il faudra parvenir à créer plus tard —, au service des militants ou sympathisants politiques, des syndicalistes, des jeunes, des étudiants qui veulent s'informer et réfléchir sur la réalité du XX^e siècle.

Qu'est l'économie, qu'est la politique, qu'est le monde à notre époque ? Quelles transformations subissent-ils ? Comment s'expliquent-elles, et comment les explique-t-on ?

A tout cela, le « C.E.S. » n'entend point apporter de réponse dogmatique. Il veut au contraire donner aux auditeurs, qui assistent à ses conférences, les éléments d'une information scientifiquement rigoureuse, et, en faisant appel à leur réflexion, les moyens d'un choix personnel.

La confrontation organisée, — dans des débats —, d'orateurs de nuances socialistes différentes, facilitera ce choix individuel qui est le but du « C.E.S. » : « Rendre les socialistes capables de penser par eux-mêmes pour se préparer à l'action. »

Les plus grands noms de l'Université

QUI enseigne au « C.E.S. » ? Et qu'y enseigne-t-on ?

Le Comité pédagogique du Centre constitue déjà une garantie de qualité incontestable, puisqu'on y retrouve plusieurs des plus grands noms de l'Université :

Henri Bartoli, René Dumont, Paul Fraisse, André Hauriou, Ch. André Julien, Ernest Labrousse, Georges Lasserre, Henri Lefebvre, Edouard Perroy, Laurent Schwartz...

Quant aux professeurs retenus pour les prochains mois, il suffit de citer quelques noms :

P. Belleville, M. Bridier, F. Chatelet, R. Chéramy, Y. Craipeau, Y. Dechezelles, Y. Jouffa, E. Labrousse, H. Lefebvre, S. Mallet, G. Martinet, G. Mathieu, P. Naville, J. Poperen, J. Rous, L. Rioux, M. Servet, P. Stibbe, etc...

Militants ou spécialistes — souvent les deux à la fois —, se relayeront ainsi au « C.E.S. » pour donner une image vivante et critique du monde d'aujourd'hui, des problèmes qu'il pose aux socialistes et des chances qu'il leur offre.

Quel sera donc le programme des travaux du C.E.S. en 1960-1961 ?

COURS MOYEN ET COURS SUPERIEUR

Deux séries de cycles de conféren-

ces sont prévues, qui commenceront, après la leçon inaugurale de L. Schwartz du 9 novembre, les 14, 15 et 16 novembre.

● **COURS MOYEN** (destiné à ceux qui désirent s'initier aux problèmes économiques et politiques): initiation aux questions économiques françaises (6 cours en novembre et décembre); où en est le mouvement ouvrier en 1960 (4 cours en janvier); colonisation et décolonisation (5 cours en février et mars); le pouvoir politique dans la France contemporaine (5 cours en avril et mai).

● **COURS SUPERIEUR** (destiné à ceux qui veulent approfondir les problèmes, en particulier aux cadres du parti) :

Le marxisme est-il vivant ? (25 conférences suivies de débats, réparties en 7 séries consacrées aux diverses disciplines scientifiques ainsi qu'à l'action (de novembre à avril); planification et socialisation (8 cours en mai et juin); le problème de l'Etat (5 cours en mai et juin).

Comment ces cours ou conférences s'intégreront-ils dans l'effort de formation du P.S.U. ? Ils ne concernent, pour le moment, que la région parisienne, et ils constituent, — avec l'accord de la direction nationale et de la direction départementale du parti —, le degré moyen et supérieur de formation des militants, dont les exposés au sein même des sections constituent le degré élémentaire.

La formation : Un besoin, non un luxe

CEST dire que le parti invite instamment les camarades de la région parisienne à suivre les cours du C.E.S., qui répondent à un besoin très pressant de formation et d'approfondissement des militants.

Chaque section doit envoyer plusieurs de ses militants à l'un ou à l'autre cycle de cours, selon les goûts et les besoins locaux. C'est à ce prix que nous améliorerons la compétence et la qualité politique de nos militants, et que nous les préparerons aux combats idéologiques que le parti aura à livrer.

Ajoutons qu'en plus des conférences régulières (1 par semaine de novembre à juin pour le cours moyen et 2 pour le cours supérieur), le « C.E.S. » organisera cette année :

— plusieurs week-end de formation, consacrés à l'évolution des classes sociales (26-27 novembre) et au nationalisme (février ou mars);

— plusieurs grands débats publics.

Le premier aura lieu le 15 décembre à la salle des Horticulteurs, avec Gilles Martinet, sur le thème suivant :

« Russes et Chinois devant la 3^e guerre mondiale. »

● **TRIBUNE SOCIALISTE** » publiera régulièrement le programme des travaux du « C.E.S. ».

Pour tous renseignements pratiques : C.E.S., 17, rue de Chaligny, Paris-12^e.

Nos amis blessés

L'état de notre camarade TANGUY PRIGENT, blessé sur le Boulevard Arago au cours de la manifestation du 27 octobre, s'est amélioré. Mais il est loin d'être rétabli : il a un poignet fracturé et de nombreuses ecchymoses sur tout le corps. Jeté à terre, il a été frappé par plusieurs agents avant que puissent intervenir ses camarades. Quant à notre camarade Ch. HERNU, il souffre d'une déchirure musculaire au bras droit et d'une fêlure du coude. Il n'a pas voulu, malgré tout, interrompre ses activités et participait, le soir même du 27 à un meeting à Pantin.

Nos camarades E. DEPREUX et R. VERDIER, bien que malmenés, sont sortis indemnes de la manifestation.

DES ULTRAS

— Parlez-moi de l'unité des Ultras.

— Lourde tâche. L'unité des Ultras : a) Ce n'est pas le FRONT DE L'ALGERIE FRANÇAISE...

— Mais il y a 600.000 adhérents ! Au moins il le dit.

— Il y manque pourtant de beaux requins : Soustelle, par exemple, ou le Musulman de service, le Bachaga Boualem. L'unité des Ultras : b) Ce n'est pas non plus le FRONT NATIONAL DE L'ALGERIE FRANÇAISE. Et n'allez pas confondre ce F.N.A.F. avec le F.A.F. susnommé. Le F.N.A.F. s'honore de Sauge, théoricien du « subversisme », du député de Lacoste-Lareymondie ; mais il répugne à Lacoste, à Duchet, et nulle ganache étoilée ne s'y fourvoie.

c) Ce n'est pas le MANIFESTE DE LA GAUCHE POUR LE MAINTIEN DE L'ALGERIE DANS LA REPUBLIQUE, signé par Lacoste...

— Fruit des amours de Guy Mollet et d'une tomate.

— ... par ce « cher » Bourgès-Maunoury et par le sinistre « laïc » Bayet. Manque la « droite » bien sûr, Le Pen, par exemple, ou Jojo. Et toujours pas de ganache étoilée.

d) Ce n'est pas le premier COLLOQUE DE VINCENNES. J'y vois la « gauche » et le « centre-droit » : de Lacoste à Soustelle et Jojo. Le « centre-centre-droit » en la personne de Duchet reste en coulisse, la droite, avec Poujade, vitupère les politicards de Vincennes ». Et toujours la désolante absence des ganaches étoilées.

e) Ce n'est pas encore, cette unité, la CONFERENCE DE PRESSE DU GENERAL SALAN. Certes, les généraux y font bonne figure : Salan, cela va de soi, mais aussi Zeller, et quelques autres. On y voit des intellectuels sémillants, comme Thierry Maulnier, et, renfort parfumé, les princesses de Bourbon Parme. On y voit la « droite » : Jojo, Poujade, Le-Pen-La Matraque. Du coup, la « gauche » et le « centre » se sont évanouis : ni Soustelle, ni Bourgès-Maunoury. Et pas de Maréchal, ce dont on s'attriste.

f) C'est que le Maréchal conduit la cohorte des INTELLECTUELS FRANÇAIS, qui pourfendent la « trahison ». Les généraux, hiérarchiquement moins instruits, moins intellectuels qu'un maréchal, n'ont pas signé ce manifeste. Il y a bien le sémillant Thierry Maulnier, mais il n'a pas d'étoiles, et l'unité des militaires ultras reste à faire.

g) C'est à quoi ne parvient pas la MANIFESTATION DU TROIS OCTOBRE AUX CHAMPS ELYSEES. Il y a là la brigade des veuves (de Lattre et Leclerc), le Maréchal, le général Zeller... Mais Salan, avec l'association des combattants de l'Union française, craint « les provocations », et ne vient pas. Zizanie dans le champ des étoiles.

— L'unité des Ultras, pourtant, ce ne peut être le COMITE D'ACTION ET DE DEFENSE DEMOCRATIQUE, où Soustelle cause à Gros-matou ?

— Non, ni le RASSEMBLEMENT

MUTUALITÉ... 27 OCT

Une b

« A bas la guerre, la paix en Algérie... Le fascisme ne passera pas... Les Paras à l'usine... »

De Lille à Toulon, de Nantes à Besançon, de la Place Maubert à la Place Bellecour, ces mots que nous avons si souvent criés dans le désert sont montés jeudi dernier comme une marée venant battre les rives où le Pouvoir est établi.

Pour la cause de la paix et de la démocratie, pour la gauche française en général et le P.S.U. en particulier, la Journée du 27 octobre est une belle victoire, non tant, sans doute, pour sa puissance en elle-même que pour son importance comparée à celle de la journée du 28 juin par exemple, non tant pour ses résultats immédiats que pour les perspectives qu'elle nous ouvre.

D'autres parleront des discussions qui ont précédé cette journée et diront pour quoi la division de la gauche n'a pu être surmontée à Paris alors qu'elle l'a été partout ailleurs. Nous voudrions seulement décrire à nos camarades de province ce qu'a été la manifestation de la Mutualité. (Nombre de journaux ont fait un récit détaillé de la soirée de la Mutualité, nous n'y reviendrons pas). Nous en rappellerons simplement les principaux moments et nous en tirerons trois enseignements importants parmi tous ceux qui s'en dégagent. Voici donc d'abord quelques repères :

● 16 heures : 3 à 4.000 policiers, dont 20 escadrons de gendarmes mobiles avec casques et mousquetons mettent le quartier Latin en état de siège.

● 17 h. 15 : La Salle de la Mutualité s'ouvre, elle est remplie en 20 minutes et les portes se referment vers 17 h. 40.

● 18 heures : La réunion commence ; les dirigeants des organisations syndicales montent à la tribune, et lecture est faite de la liste des mouvements et partis qui appuient l'action des syndicats. L'applaudissement donne alors des résultats significatifs ; tandis que le P.S.U. reçoit une véritable ovation, la Fédération S.F.I.O. est saluée de « mouvements divers ». Sans doute nous nous réjouissons de la présence de ce parti à nos côtés : comme nous le savons très éloigné de tout opportunisme, nous en concluons qu'il a enfin compris la nécessité d'une action résolue contre la guerre ! Mais nous ne saurions blâmer très durement les militants parisiens de n'avoir pas la mémoire assez courte pour oublier déjà les responsabilités d'un Mollet et d'un Lacoste — pas encore exclus de la S.F.I.O. à notre connaissance — dans le drame que nous vivons.

● 18 h. 10 : Forestier vient lire la déclaration commune des organisations syndicales aux quinze mille personnes qui,

depuis la fermeture des portes se sont massées devant la Mutualité. L'audition est difficile, mais la foule applaudit de confiance et scande « Paix en Algérie », ce qui est la meilleure acclamation possible.

● 18 h. 20 : Tandis que Gaudez, président de l'U.N.E.F. auquel la salle fait un triomphe, lit à son tour au public la déclaration commune et que quelques perturbateurs sont sauvés par le service d'ordre de la juste colère des assistants, la police lance sans préavis ses premières charges contre la foule restée jusqu'alors dans un calme complet.

● 18 h. 40 : Autour de la Mutualité, la bagarre est maintenant générale, et elle se poursuit au Quartier Latin pendant deux heures, car nos camarades refusent de céder le pavé aux policiers se regroupant après chaque charge. Un mot d'ordre circule, lancé par les militants P.S.U. : « Aux Gobelins ! »

● 19 heures : Le meeting s'achève. Au même instant, les 4 à 5.000 camarades réunis aux Gobelins par le P.S.U. bloquent le carrefour pendant 20 minutes, puis s'engagent dans le Boulevard Arago sous les applaudissements des spectateurs. Devant la Prison de la Santé monte le cri « Libérez les Algériens », ce qui fera dire le lendemain à Le Pen que le P.S.U. voulait donner l'assaut à la Prison !

● 19 h. 45 : C'est la charge sauvage de la police, au cours de laquelle nos camarades Tanguy-Prigent, Hernu, et notre ami Roland Dumas sont blessés, nos camarades Savary, Depreux, Verdier et bien d'autres molestés.

Là aussi, la bagarre continuera longtemps encore, et c'est seulement vers 21 heures, que le calme et le silence se rétablissent de Denfert-Rochereau au Boulevard Saint-Germain.

xxx

Quel est le rôle de la masse est possible, et quelle...
L'Est même lorsque le P.C.F. ne s'y associe pas. Le communiqué du Bureau du P.S.U. a déjà souligné ce point ; aussi voudrions-nous en marquer trois autres :

1) Il importe d'abord d'insister sur le nombre et la gravité des brutalités policières. La police, qui avait assisté avec bienveillance à la manifestation fasciste du 3 octobre au cours de laquelle le cri « De Gaulle au poteau » fut poussé sous les murs de l'Élysée, a, comme l'écrit pudiquement « Paris-Press », « retrouvé toute sa combativité » : rien d'étonnant à

" COLLOQUANTS "

VENDEEN POUR L'ALGERIE PROVINCE FRANÇAISE, où le sénateur de Maupéou trône, impuissant et solitaire.

— *Et les galons ?*

— Ils agissent. Ainsi, vers le 15 Octobre, le bulletin clandestin et factieux ARMEE NATION change son titre et devient le bulletin factieux et clandestin NATION-ARMEE. Non, en vérité, l'unité des Ultras, c'est le procès des barricades. Ah ! Quel enthousiasme ! Quelle brochette !

— *Mais les 14 gendarmes assassinés ?*

— D'abord, le maître des cérémonies, Tixier-Vignancour, Bazookas de tous calibres.

— *Et les gendarmes ?*

— Côté Cour, si j'ose dire, des galons : le colonel Gardes. Des barbes : Lagailarde. Des féodaux : de Sérigny.

— *Lequel a tendu aux gendarmes le traquenard meurtrier ?*

— Côté galerie : 300 personnes, toutes Ultras : le Maréchal, les généraux Massu, Challe, Zeller, les colonels ...

— *Et le mitraillage des gendarmes ?*

— ... Godard, Debrosses, Dufour. Tous, je vous dis, tous, enfin réunis. Luxueuse gerbe d'étoiles, de galons et de bâtons. Et puis le Colloque de Vincennes s'ouvre le même jour que le procès - pur hasard -, songez-y : cela fait Jojo, Lacoste, Duchet, qui se rallie, Soustelle, tous les durs, tous les purs ! Je vous le dis : ce procès,

c'est la fête des Ultras. Et bien organisée, avec ça ! Par Michel-le-doux.

— *Mais ces 14 gendarmes tués ?*

— On dit même que nous aurons, sur magnétophone, la voix tremblante de Debré, lorsque les colonels lui dirent son fait. La voix du Prince ! Un régal.

— *Tout de même, ces gendarmes...*

— Quoi, ces gendarmes ? Ils sont morts, ils sont morts. Qu'y faire ? Ne troublez pas la fête avec cette histoire. D'ailleurs, on ne sait pas qui a fait le coup.

— *Comment !*

— On ne juge personne pour meurtre : à Alger, impossible de mettre la main sur les tueurs.

— *C'est étrange.*

— Mais non, mais non. Vous pensez, il y avait trop de bruit. Peut-être même que personne n'a tiré ?

— *Ça alors ! et Ortiz ?*

— Tiens c'est vrai, il a peut-être fait le coup. Heureusement, on ne l'a pas rattrapé. La fête sera tranquille, on ne risque pas grand-chose. C'est l'unité, je vous dis, ce n'est pas un procès.

— *Tous ces morts...*

— Encore ! Là n'est pas la question.

— *Et si Ortiz revenait, comme on l'annonce ?*

— Tant mieux, au fond. Plus on sera, plus on LUI fera peur.

— *Qui... LUI ?*

— LUI !

Alain BADIOU

TOBRE : elle victoire

cela puisque cette fois c'étaient des partisans de la paix et de la démocratie qui manifestaient. Nous avons tous assisté ici ou là à un déferlement de sauvagerie bestiale dont le souvenir nous restera longtemps : femmes, vieillards, passants molestés, matraqués, jetés à terre, manifestants déjà blessés systématiquement piétinés, agents s'acharnant à cinq ou six sur des garçons et des filles de seize ans ; il a même été signalé que des motocyclistes de la police sont montés sur les trottoirs pour renverser les manifestants. Les belles phrases sur « la cohésion nationale » laisseront rêveur quiconque a vu ce jour-là la rage s'emparer des chiens de garde du régime.

A ce sujet, il ne suffit pas d'incriminer le « naturel » batailleur des « gardiens de la paix » (sic). Il est exact que les policiers éprouvent une jouissance visible à frapper et blesser les manifestants de gauche. Les communiqués du Préfet de Police cachent mal son embarras. C'est lui qui a dénoncé jeudi matin l'accord passé la veille avec Gaudet et Forestier sur le périmètre à concéder à la foule autour de la Mutualité ; il savait bien qu'à cette heure tardive, les organisateurs ne pourraient prendre les mesures nécessaires pour éviter les heurts (cf. Paris-Pressé daté du 29 oct. p. 4). C'est donc lui qui a tendu le traquenard où sont tombés beaucoup de nos camarades. C'est M. Papon qui, toujours d'après Paris-Pressé (29 oct. p. 20), a donné à 18 h. 20, sans aucun préavis, l'ordre de « lâcher les fauves » contre la foule stationnée pacifiquement devant la Mutualité, troublant ainsi un calme jusqu'alors complet. M. Papon, qui s'était déjà distingué le 1er juin et le 4 septembre 1958, s'est taillé une place de choix aux côtés de Chiappe, Baylot et autres préfets matraqueurs.

La comparaison de cette attitude avec l'indulgence témoignée aux fascistes par la Police et son Préfet le 3 octobre confirme ce que nous savions déjà : la police est largement contaminée par la gangrène fasciste, un coup de force contre le régime trouverait en elle de nombreuses complicités, et tout effort pour restaurer la démocratie exigera une épuration très sévère dans ses rangs à tous les échelons.

Enfin, il faut mettre en lumière la combativité des manifestants : à l'avalanche des matraques et des nerfs de bœufs, nos camarades ont résisté avec leurs mains nues et ils ont longuement tenu bon. Le bilan de la manifestation est éloquent : si une centaine de camarades ont été atteints, la Préfecture a communiqué que « 38 policiers dont 1 commandant, 3 officiers, 13 brigadiers et 21 agents ont été blessés ». La proportion des deux chiffres donne la mesure de la fermeté des manifestants.

2). D'autre part, nous avons remarqué autour de nous, parmi nous, nombre de camarades communistes. Quelques-uns d'entre eux nous ont dit avoir été pris à parti par des camarades P.S.U. En ce qui nous concerne, nous pensons que cette attitude, compréhensible peut-être, est cependant injuste et erronée. Injuste, parce qu'elle s'adressait à des camarades qui précisément nous avaient rejoints. Erronée parce que l'heure n'est pas aux polémiques et aux rancœurs stériles ; elle est aux explications calmes et franches qui nous permettront d'aller de l'avant vers l'unité dans la loyauté : la présence même de ces camarades communistes prouve que c'est possible, et après tout la meilleure réponse aux accusations de division portées par le P.C.F. n'est-elle pas le fait qu'aucune attaque ni même aucune critique anti-communiste n'ait été lancée au cours du meeting ?

3). Enfin, cette journée apporte une démonstration sans équivoque de la faiblesse des fascistes « civils » : s'ils sont 3.000 lorsqu'ils sont protégés par la police comme le 3 octobre à l'Etoile, ils ne se retrouvent plus que 200 lorsqu'il y a des coups à recevoir. Mis à part une quarantaine d'entre eux, ces redoutables contre-manifestants se sont d'ailleurs bien gardés d'approcher de trop près la foule réunie autour de la Mutualité : il était moins risqué d'attaquer les automobilistes qui refusaient de klaxonner l'indicateur Algérie Française. La preuve est donc faite que la peste fasciste ne parvient pas encore à s'étendre sur les masses et sur la jeunesse de ce pays.

- « Ami entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ? »
- « Ami entends-tu le cri sourd du pays qu'on enchaîne ? »
- « Allons, partisans, ouvriers et paysans, c'est l'alarme... »

Ainsi commence le Chant des Partisans. Depuis le 27 octobre, on peut dire que le cri du pays se fait de moins en moins sourd ; nous avons sonné l'alarme et elle est de mieux en mieux entendue. Ne nous endormons pas sur ce succès, dès maintenant, préparons de nouvelles actions plus résolues, plus puissantes, élargissons la brèche ouverte dans l'apathie populaire. Voilà six ans que la nuit de la guerre recouvre notre pays : si nous savons exploiter cette première victoire, c'est peut-être du 27 octobre que demain nous pourrions dater l'apparition de l'aube.

E. TERRAY.

UNITÉ, FRONT COMMUN ...cessons les polémiques

L'AMPLEUR des manifestations du 27 octobre à Paris et dans la plupart des départements a largement dépassé tout ce qui avait été fait à ce jour contre la guerre d'Algérie. On a pu compter les manifestants par centaines de milliers. On mesure ainsi le chemin parcouru depuis quelques mois, les progrès réalisés depuis le 28 juin. Ce succès justifie l'analyse faite par le dernier Comité politique du P.S.U. : *confiance dans le développement de l'action de masse, affaiblissement du pouvoir placé sur la défensive*. Pour la première fois, depuis janvier 1956, les forces qui luttent pour la paix ne se contentent pas d'une action de riposte, mais saisissent l'initiative et reprennent confiance dans leurs possibilités d'action. Dans cette occasion, plus encore qu'en juin, notre parti a montré sa capacité d'initiative, sa résolution et son efficacité.

AUSSI bien à Paris qu'en Province, les partisans de l'Algérie française n'ont pu rassembler que de très faibles effectifs pour contre-manifester. Mais les comploteurs groupés autour des Salan-Valluy - Zeller - Soustelle comptent surtout sur la complicité de la police. La brutalité dont elle a fait preuve à Paris, le 27 octobre, contrastant avec la mollesse qui fut la sienne lors de la démonstration fasciste du 3 octobre de l'Etoile à l'Elysée, confirme la réalité de la menace.

Les ultras comptent maintenant sur les incidents du procès Lagailarde pour créer un climat favorable à leurs complots. *Il faut les prendre de vitesse par un développement d'une action puissante et unie, sans attendre un nouveau 13 mai, un nouveau 24 janvier.*

LA jeunesse a été partout à la pointe de l'action. C'est qu'elle est placée, plus que toute autre catégorie de la population, devant la réalité de la guerre. L'initiative de l'U.N.E.F. a donc été pleinement justifiée, elle a permis de rassembler dans de très nombreux départements l'unanimité des partisans de la Négociation. Nous estimons que l'U.N.E.F. continue à être la mieux placée pour réaliser la front syndical commun qui est la condition du progrès de l'action. L'U.N.E.F. a tout fait pour faciliter l'union des organisations ouvrières et l'action commune des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des étudiants. Jusqu'au dernier moment, dans la région parisienne, elle a cherché à lever les exclusives, à rapprocher les points de vue. Sa plate-forme politique est la plus juste et la plus claire :

Négociations avec le G.P.R.A. sur le cessez-le-feu et les garanties de l'autodétermination.

L'ATTITUDE du P.C.F. à l'égard de l'initiative de l'U.N.E.F. est donc profondément injuste. Il est clair que si le P.C.F. avait adopté une attitude positive, les conditions étaient réalisées pour des manifestations encore plus puissantes et sur-tout pour des progrès décisifs de l'Unité que nulle manœuvre n'aurait pu entraver. Il n'était pas aventureux de passer outre à l'interdiction : la réussite de la manifestation interdite à Lyon avec la C.G.T. et le P.C.F. aux côtés des autres organisations syndicales et du P.S.U. le montre. Et pourtant Lyon est la ville de Soustelle et du général Descoeur.

Surtout il était calomnieux de parler comme l'a fait le P.C.F. de *collusion entre les organisateurs de la manifestation de la Mutualité et les autorités* : plus de cent blessés parmi lesquels des dirigeants du P.S.U. attestent le contraire. Au surplus la manifestation centrale de la Mutualité, concentrant sur elle toutes les forces de police a permis aux manifestations de banlieue organisées par le P.C.F. sous le couvert du Mouvement de la Paix de se dérouler tranquillement.

AU lendemain du 27 octobre, nous pensons qu'il faut en tirer les leçons et cesser les polémiques. Le P.C.F. a sa place pleine et entière dans la lutte commune dont il ne saurait revendiquer la direction sous une forme ou sous une autre, mais dont aussi aucune formation ne saurait l'exclure.

Quant au parti S.F.I.O., il a dans plusieurs départements participé à l'action sur les bases communes. Sans renoncer le moins du monde à notre jugement sur les responsabilités encourues par lui aux heures décisives de 1956 et de mai 1958, nous devons agir pour que lui aussi participe à la lutte commune.

POUR parvenir à cette unité dans la lutte, la réalisation du front syndical commun est plus que jamais essentielle. Le P.S.U. consacrera tous ses efforts à aider à surmonter les obstacles qui subsistent et à en finir avec les divisions.

Comptant parmi ses membres des militants de tous les syndicats, notre parti n'entend aucunement leur fixer une ligne de conduite et considère pour sa part que l'ingérence d'un parti dans l'action syndicale est malsaine et démoralisatrice.

Le P.S.U. ne renonce nullement pour cela à s'adresser à ses militants pour leur demander de tout faire au sein de leur organisation syndicale pour la réalisation du front syndical commun et pour faire échec à toute exclusive contre une autre organisation.

Sur les mots d'ordre adoptés par les syndicats pour le 27 octobre, l'union doit se faire. Elle se fera.

Jean VERLHAC.

Le P. S. U. " véritable expression du Socialisme Français "

Au cours d'une toute récente réunion, la section de l'Essex du LA-BOUR PARTY a voté à l'unanimité la motion suivante qu'elle a remise à son Comité Exécutif National :

« L'Assemblée envoie son fraternel soutien au P.S.U. et au Peuple Français dans la lutte contre la menace fasciste et la

guerre d'Algérie.

Elle tient à souligner les profondes divergences qui l'opposent à la S.F.I.O. et presse le Comité National :

● de rompre toute relation avec ce parti ;

● et de reconnaître le P.S.U. comme la seule véritable expression du Socialisme Français ».

8 Novembre :

ÉLECTION AUX

CUMULANT les prérogatives de chef de l'Etat et de chef du Pouvoir Exécutif, le président délègue ce pouvoir à un cabinet dont il nomme ou révoque les membres à son gré, comme il nomme ou révoque les fonctionnaires fédéraux. Bien que le pouvoir législatif soit l'apanage du Congrès, l'autorité du président s'exerce constamment sur lui en raison de son pouvoir d'initiative et peut devenir très grande lorsque son parti y détient une forte majorité. En cas de conflit entre l'Exécutif et le Législatif, le président peut le trancher en sa faveur par son droit de veto sur les projets de lois votés par le Congrès. Enfin, bien que la Constitution des Etats-Unis soit du type fédéral et reconnaisse à chacun des cinquante Etats la souveraineté dans de nombreux domaines, les prérogatives du Congrès fédéral ont été progressivement élargies, ce qui a renforcé, dans la plupart des cas, les pouvoirs du Président lui-même.

En fait, la manière plus ou moins efficace dont peuvent jouer les dispositions limitant le « pouvoir

présidentiel » dépendent avant tout des deux éléments qui dominent, tous les quatre ans, l'élection du Chef de la Maison Blanche : le programme du parti vainqueur et, dans une mesure encore plus essentielle, la personnalité du nouvel élu.

Quand un Président est incapable de s'imposer, les programmes les mieux conçus restent lettre morte ou se dissolvent au gré des intérêts locaux et des groupes de pression; le pouvoir s'émiette, le vice-Président et les leaders du Congrès font chacun leur politique, les décisions vitales sont ajournées. Au contraire, lorsque des Présidents énergiques et lucides ont exercé la charge, tels Jackson, Lincoln, Wilson, les deux Roosevelt, leur tempérament de chef a permis de dominer les nécessités de l'heure, en imposant, grâce à la concentration des pouvoirs, l'affirmation de la Fédération sur les Etats et du Président sur le Congrès : le « Régime Présidentiel » a fonctionné pleinement dans des conditions qui, dans les meilleurs des cas, ont respecté les principes d'une véritable démocratie politique.

LES PARTIS ET LEURS PROGRAMMES

LA compétition électorale va se jouer exclusivement, cette fois-ci encore, entre les deux grands mouvements rivaux qui polarisent la vie politique américaine : le parti Républicain et le parti Démocrate.

Ce ne sont pas, on le sait, des formations rigides, mais de vastes groupements, d'ailleurs



Richard NIXON, républicain : mac-carthyste quand il fallait, opportuniste toujours. (Photo Agip).

fortement disciplinés et hiérarchisés, dont les structures mouvantes reflètent beaucoup moins les idéologies opposées que des tendances nationales et locales complexes, s'exprimant dans des programmes aux contours indéfinis, variant selon les circonstances de lieu et de temps.

● Géographiquement, le Parti Démocrate domine plutôt dans le Sud et l'Ouest, alors que l'influence du parti Républicain est plus grande dans l'Est et le Nord, mais il y a, dans les cinquante Etats de l'Union, de nombreuses exceptions à cette règle.

● Politiquement et socialement, le parti Démocrate est, en général, plus « avancé » que le parti Républicain : mais au Congrès, les membres démocrates des deux Assemblées comptent une importante minorité de farouches conservateurs, alors qu'une aide libérale et « progressiste » (au sens américain du terme) existe parmi leurs collègues du parti Républicain. Il en résulte que, très souvent, les votes importants du Congrès se divisent non pas selon les partis, mais selon les tendances, les conservateurs des deux groupes votant ensemble contre les « libéraux ». Ce trait constitue d'ailleurs un élément de stabilité (sinon de clarté), dans la vie politique américaine, et contribue, notamment, à atténuer fortement, ainsi que ce fut le cas dans la législature sortante, les conflits entre l'Exécutif et le Législatif, lorsque le Président n'est pas du même parti que la majorité du Congrès.

Ces éléments permanents expliquent que la clarté domine rarement dans les élections américaines et que les différences opposant les programmes s'estompent le plus souvent lorsqu'il s'agit de questions essentielles, alors qu'elles prennent au contraire du relief à propos de problèmes secondaires ou purement personnels.

L'histoire a enregistré quelques exceptions à cette règle, comme les campagnes de Lincoln en 1860, de Franklin Roosevelt en 1932 et 1936, au cours desquelles les candidats vainqueurs avaient eu le courage d'associer leurs noms à des enjeux d'importance capitale. Ce n'est pas le cas en 1960. Aussi doit-on se borner, faute de mieux, à indiquer la manière, à vrai dire peu spectaculaire, dont les deux programmes et les deux candidats s'affrontent à propos des questions qui divisent traditionnellement l'électorat américain.

Politique étrangère :

Peu de divergences

LES « plateformes » des deux partis ne s'opposent pas d'une manière essentielle dans leurs articles consacrés à la politique extérieure, à propos de laquelle elles diffèrent surtout par des nuances d'expression. Il est donc probable — sauf imprévu — que la règle de la « diplomatie bipartisane » continuera à prévaloir, du moins pendant un certain temps.

Pas d'opposition, donc, pour dénoncer l'action et la propagande du bloc soviéto-chinois et pour affirmer la résolution des Etats-Unis de résister à toute agression du communisme contre le monde libre, que ce soit à Berlin, à Formose, au Moyen-Orient ou en Amérique latine. La reconnaissance de la Chine communiste et son admission aux Nations-Unies sont rejetées par les deux candidats, — avec plus de vigueur par Nixon —, avec quelques nuances par Kennedy, qui semble ne pas repousser un réexamen des rapports sino-américains, « dans le respect des obligations internationales ». Tout en répudiant l'idée de « tout sacrifice sur les principes », les deux partis se déclarent prêts, néanmoins, à saisir toutes les occasions pour négocier avec le bloc de l'Est, soit au « sommet », soit dans l'Organisation des Nations-Unies, qui continuera à bénéficier de l'appui total du gouvernement américain.

Les deux programmes affirment aussi — avec plus de netteté du côté républicain —, que les Etats-Unis maintiendront et renforceront leurs engagements dans le cadre des pactes de défense anti-communiste et notamment de l'O.T.A.N. Ils reconnaissent et encourageront le mouvement irrésistible qui pousse les jeunes nations du Tiers-monde vers l'indépendance et une vie meilleure : l'administration américaine ne leur ménagera pas son aide économique et financière, tout en maintenant sa politique d'assistance militaire partout où elle se révélera nécessaire.

Pour assumer cette tâche de « gardienne des libertés mondiales », que l'Amérique entend conserver, les deux candidats affirment qu'une force de défense et de « dissuasion » nationale irrésistible doit être « maintenue » selon Nixon, — « restaurée » selon Kennedy.

Cependant, des efforts seront faits pour faire sortir le problème du désarmement de l'impasse actuelle, pour mettre fin aux expériences nucléaires moyennant des garanties convenables, et pour empêcher que l'espace extra-atmosphérique soit utilisé à des fins belliqueuses.

KENNEDY : Respect des droits de l'homme et dynamisme social

LES articles des deux programmes relatifs aux problèmes de politique intérieure sont, comme toujours, de nature à frapper beaucoup plus l'électorat américain, dont ils affectent plus directement les intérêts : aussi les deux partis rivaux y affirment-ils des positions beaucoup plus tranchées qu'en matière de politique extérieure.

Le 8 novembre, 110 millions d'électeurs américains vont fixer leur choix sur l'homme qui présidera pendant quatre ans aux destinées de leur pays. Ils éliront en même temps le vice-Président et la majeure partie du Congrès (les 440 membres de la Chambre des représentants et un tiers des 100 membres du Sénat).

L'élection n'est pas faite au suffrage direct : celle du 8 novembre aura pour objet la sélection des 537 « grands électeurs », la désignation définitive du Président par ceux-ci n'intervenant qu'en janvier 1961. Mais les mandats donnés aux grands électeurs sont toujours impératifs : c'est donc l'élection de novembre 1960 qui sera déterminante.

Il est inutile de souligner l'importance de ce choix. Par leur richesse, leur puissance, leur dynamisme, les Etats-Unis jouent dans le monde occidental un rôle de pilote incontesté, même si l'on peut discuter les mérites de ce « leadership ».

C'est ainsi que, tout en se plaçant tous les deux sous la bannière des « Droits de l'Homme », selon la tradition du démocrate Jefferson et du républicain Lincoln, l'interprétation qu'en donnent Kennedy et Nixon est parfois assez fortement divergente.

C'est pendant le deuxième mandat présidentiel de Eisenhower, ainsi que Nixon est fier de le rappeler qu'un pas décisif a été fait vers l'achèvement de « l'égalité civique », contre les vieux préjugés de ségrégation raciale.

Or, Kennedy entend aller encore plus loin à ce sujet : il affirme que la future administration démocrate appliquera avec moins de mollesse que les Républicains les « Civil Rights Acts » de 1957 et 1960, et les complètera si c'est nécessaire : attitude cou-

LES CANDIDATS

Tels sont les programmes : si la « plateforme » démocrate est plus nette que l'autre, ce qui est normal d'ailleurs puisqu'elle exprime les vues de l'opposition, aucune des deux n'est apte à soulever l'enthousiasme des grandes passions populaires.

En existe-t-il de même pour les candidats ?

RICHARD NIXON, secondé par M. Cabot Lodge pour la vice-présidence, représente les espoirs du Parti Républicain. Agé de 47 ans, Californien d'origine modeste, c'est un « self-made man » qui a connu des déboires et fait plusieurs métiers avant d'entrer dans la vie politique où il a rapidement réussi, d'ailleurs, puisqu'il a accédé dès 1952 à la charge de Vice-Président. Son ambition, secondée par de réelles qualités politiques et — dans une plus large mesure encore —, par l'effacement du Président Eisenhower, lui a permis de donner à la seconde charge de l'Etat une importance et un lustre qu'elle n'avait jamais connue avant lui. D'une activité débordante, peu scrupuleux sur les moyens, il a toujours pris soin de suivre les courants d'opinion plutôt que de les devancer ou de les guider. C'est ainsi qu'après avoir encouragé les néfastes activités du sénateur McCarthy, il n'a pas hésité à se détacher de lui et à prôner la nécessité de négocier avec l'Union Soviétique. C'est avant tout un réaliste et un opportuniste-né.

C'EST John Kennedy, épaulé par le sénateur Lyndon Johnson pour la vice-présidence, qui porte la bannière des Démocrates. Agé de 43 ans, il est le fils du milliardaire Joseph Kennedy, que la faveur de Franklin Roosevelt avait, en 1939, porté à l'Ambassade de Londres, d'où il avait été rappelé et mis en disgrâce en raison de son opposition à l'entrée en guerre de l'Amérique. Catholique, d'ascendance irlandaise, diplômé d'Harvard, il représente, par rapport au politicien chevronné de l'Ouest qui lui fait face, un tout autre type d'homme : le patricien cultivé et éclairé de la Nouvelle-Angleterre, ouvert aux idées générales et à ce qui reste de l'idéalisme rooseveltien.

Malgré son inexpérience et son appartenance poli-

LES PRÉSIDENTIELLES ETATS-UNIS



John KENNEDY, candidat démocrate : « Une attitude courageuse », l'héritage rooseveltien. (Photo Keystone).

Au cours de l'histoire récente, des événements d'une importance capitale pour l'humanité tout entière ont dépendu, dans une très large mesure, de l'action personnelle d'un Président américain : l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne en 1917 et contre l'Axe en 1941 ; l'utilisation, en 1945, de la bombe atomique ; en 1950, l'intervention en Corée et l'arrêt des opérations à la frontière chinoise ; en 1956, l'échec de l'expédition de Suez. Aujourd'hui même, des décisions aussi graves pour notre avenir que l'accès de la Chine à l'O.N.U., l'aide massive aux pays sous-développés, le déclenchement enfin d'une guerre nucléaire, sont subordonnées, d'une manière qui peut être déterminante, à un « oui » ou à un « non » prononcé à la Maison Blanche.

Les pouvoirs extrêmement étendus que la Constitution américaine reconnaît au Président des Etats-Unis expliquent ce qui précède.

rageuse, puisqu'elle risque d'aliéner au jeune sénateur du Massachusetts le puissant électoral démocrate du Sud, farouchement opposé à l'égalité des Noirs et des Blancs.

Dans le domaine économique et social, le programme démocrate est encore plus agressif : il dénonce la « stagnation » de l'économie américaine, sous l'administration républicaine et promet d'en doubler très rapidement le taux d'expansion annuel, qui ne représente que 2,5 % contre 8 % pour l'Union Soviétique.

Une politique plus dynamique de plein emploi aidera à résorber les 3.500.000 chômeurs américains et à relancer l'industrie sidérurgique nationale, qui ne travaille plus qu'à 50 % de sa capacité réelle. Sans dénoncer ouvertement la loi Taft-

Hartley, cible préférée des syndicats, il promet en outre de combattre les excès de la « législation anti-ouvrière » qui ont limité les droits des travailleurs et porte atteinte à la liberté des négociations entre le Capital et le Travail.

Dans le domaine de la Sécurité Sociale, de l'assistance médicale, de l'aide aux vieillards, de l'Education enfin, il affirme qu'une codification plus complète et plus vigoureuse de ces problèmes permettra de donner pleine satisfaction aux aspirations des citoyens de tout âge et de toute condition à une vie meilleure, « scandaleusement négligées » par la gestion républicaine.

Le programme financier du parti Démocrate ne manque pas de courage puisque, — rejetant la crainte de l'inflation et la politique de « l'argent cher », il n'hésite pas à envisager une politique fiscale plus rigoureuse, si les nécessités nationales le réclament et quels que soient les arguments politiques dont pourrait tirer profit l'adversaire.

NIXON : Le vieux réflexe conservateur

Acette offensive en règle, le programme républicain oppose des arguments de fait et de principe. Pour les premiers, il invoque la « prospérité américaine » ; pour les autres, il fait appel aux vieux réflexes conservateurs qui sommeillent dans une très grande partie de l'électorat américain.

Les Américains, répète Nixon, chiffres à l'appui, n'ont jamais vécu mieux et plus largement que pendant les huit dernières années. Si l'expansion de la sidérurgie a été freinée, c'est volontairement et pour épargner le pouvoir d'achat des citoyens menacés par l'inflation : mais de nouvelles industries dont le développement est vertigineux et doit être porté, selon lui, au crédit des Républicains :

En matière sociale, le candidat républicain affirme qu'il fera aussi bien que son adversaire et à moindre frais. Mais c'est surtout le programme financier du parti Démocrate qui attise l'ironie de Nixon : les démocrates, affirme-t-il, promettent monts et merveilles, y compris une lourde note à payer. Le Parti Républicain entend, mieux que lui, respecter l'orthodoxie financière et le porte-monnaie de l'électeur...

stagnation économique, par les succès de la technique soviétique, par les défaites diplomatiques américaines, à la suite desquelles « de nombreux amis sont devenus neutres et plusieurs neutres hostiles ».

Le Vice-Président sortant riposte en affirmant que la force et le rayonnement de l'Amérique n'ont jamais été plus grands et que le sénateur démocrate fait le jeu de l'adversaire communiste en rabaisant son pays.

En proclamant qu'une lutte est engagée en Amérique « entre le parti de l'espoir et celui de la mémoire », en invoquant la nécessité d'un « New Deal à l'échelle du monde », qui permette aux Américains de « conquérir une nouvelle frontière » — celle du Tiers-monde affamé et divisé — Kennedy souhaite réveiller les sections les plus dynamiques de l'électorat américain pour le remettre, ainsi que d'autres l'ont réussi au cours de son histoire, sur la voie de l'inquiétude novatrice et des réformes salutaires.

En prenant l'attitude inverse, en encourageant le chauvinisme satisfait et l'attachement aux doctrines sanctionnées par les résultats acquis, son rival fait appel à des sentiments largement répandus dans son pays et dont il attend un soutien décisif.

Qui l'emportera de ces deux attitudes d'esprit ? Cette question, à laquelle répondront les électeurs du 8 novembre, ne saurait laisser aucun socialiste indifférent.

CANDIDATS ET LEURS CHANCES

tique et religieuse, il a déjà réussi deux coup d'éclat : tout d'abord, celui d'avoir été élu en 1952 et constamment réélu comme représentant, puis sénateur du Massachusetts, Etat républicain et puritain. Ensuite, celui d'avoir été choisi par la Convention de son parti, malgré son jeune âge et l'opposition acharnée d'Harry Truman. Ajouterait-il à ces victoires un succès plus éclatant le 8 novembre prochain ?

L'arithmétique électorale ne permet pas de répondre d'une manière définitive. La supériorité numérique des Démocrates — qui semble incontestable et qui se reflète au Congrès — ne pèsera pas forcément d'un poids décisif dans l'élection : d'abord, parce que de très nombreux Démocrates peuvent voter pour Nixon, comme ils l'ont fait pour Eisenhower en 1952 et 1956, soit par sympathie personnelle, soit par peur de l'aventure. Ensuite, parce que l'élection se faisant à deux degrés, l'inégalité des voix de grands électeurs attribuées à chaque Etat fait que, pour un parti donné, la proportion des « voix d'électeurs » peut être sensiblement différente de celle des « voix nationales ».

Un « Gallup » impossible

Peut-on prévoir raisonnablement l'attitude des groupes sociaux dont les intérêts et les réactions complexes affectent d'ordinaire les résultats d'une élection aux Etats-Unis ? Cela ne paraît guère possible.

Si, par exemple, les 35 millions de Catholiques américains votaient en bloc pour Kennedy, cette option serait-elle déterminante ? Probablement non car on peut prévoir, inversement, que le réflexe puritain et « anti-papiste » lui aliénera de très nombreuses voix dans des Etats réputés démocrates. Il est probable, en fait, que — le réflexe conservateur aidant — beaucoup de Catholiques voteront contre lui ou s'abstiendront.

Quelle influence aura sur les résultats définitifs la décision de la grande centrale syndicale (A.F.L. - C.I.O.) de faire campagne en faveur du sénateur démocrate ? Les 13 millions et demi de voix qu'elle

représente lui sont-ils acquis ? Et si oui, cet apport est-il de nature à contrebalancer l'abstention ou l'opposition des démocrates qu'éfrayerait l'alliance conclue entre Kennedy et le « Labour » ?

On sait, d'autre part, l'importance revêtue par les votes des grands Etats pourvus d'un nombre important d'électeurs — Californie et New-York notamment. Les observateurs pensent qu'un avantage assez marqué se dessinerait pour Kennedy, au moins à New York. Mais cette tendance est contestée et, en tout cas, il n'est pas sûr qu'elle serait déterminante.

Quant aux sondages nationaux effectués périodiquement, leurs résultats sont à interpréter avec une grande prudence.

Si un léger avantage semble se dégager pour le Parti Démocrate, les professionnels s'accordent à conclure, avec sagesse, que les résultats des élections se joueront dans les derniers jours de la campagne. Or, l'évolution de celle-ci n'a pas encore répondu aux efforts des deux candidats pour donner conscience à leurs compatriotes de l'importance solennelle du scrutin, compte tenu de la conjoncture historique grave où se trouve placée l'Amérique au seuil de la « fabuleuse décennie des années 60 ».

A de rares exceptions près, ils n'ont pas réussi à susciter les passions et à bouleverser leur auditoire.

Faut-il en rendre responsable le manque de rayonnement personnel des deux champions ou l'indifférence en matière politique qui, en Amérique comme en Europe, pèse actuellement sur les corps électoraux ? Sans doute les deux explications sont-elles valables.

Qui l'emportera : L'espoir ou la mémoire ?

ACTUELLEMENT, un débat assez oiseux en apparence — mais qui pourrait aller au fond des choses — s'est engagé entre Nixon et Kennedy à propos du prestige des Etats-Unis dans le monde. Pour Kennedy, il est sérieusement menacé par la

DE WASHINGTON A ... ?

- G. WASHINGTON (1789-1797)
- J. ADAMS (1797-1801)
- TH. JEFFERSON (1801-1809)
- J. MADISON (1809-1817)
- James MONROE (1817-1825)
- J.-Q. ADAMS (1825-1829)
- A. JACKSON (1829-1837)
- M. Van BUREN (1837-1841)
- W.-H. HARRISON (1841)
- J. TYLER (1841-1845)
- J. POLK (1845-1849)
- Z. TAYLOR (1849-1850)
- M. FILLMORE (1850-1853)
- F. PIERCE (1853-1857)
- J. BUCHANAN (1857-1861)
- Abraham LINCOLN (1861-1865)
- A. JOHNSON (1865-1869)
- U. GRANT (1869-1877)
- R.-B. HAYES (1877-1881)
- J.-A. GARFIELD (1881)
- Ch.-A. ARTHUR (1881-1885)
- Grover CLEVELAND (1885-1889)
- B. HARRISON (1889-1893)
- George CLEVELAND (1893-1897)
- W. Mac KINLEY (1897-1901)
- Théodore ROOSEVELT (1901-1909)
- W.-H. TAFT (1909-1913)
- Woodrow WILSON (1913-1921)
- W.-G. HARDING (1921-1923)
- C. COOLIDGE (1923-1929)
- R.-C. HOOVER (1929-1933)
- F. Delano ROOSEVELT (1933-1945)
- Harry TRUMAN (1945-1953)
- D. EISENHOWER (1953-1960)

LA VIE DU PARTI

DU LOIR-ET-CHER :

L'ADHÉSION
DU 27...

ANCIEN militant U.G.S., ayant quitté le parti au moment de la formation du P.S.U. pour toutes les raisons qui avaient été évoquées alors, je tiens à vous dire que dès aujourd'hui — c'est-à-dire quelques heures après la manifestation de la Mutualité, je me réinscris à la Section locale du Parti.

Les raisons qui, alors, m'ont fait hésiter n'existent plus. Le P.S.U. vient de démontrer suffisamment clairement qu'il est le seul parti politique défendant les jeunes, défendant la Démocratie, le seul parti politique ayant osé aller à la manifestation sans équivoque et avec ses dirigeants.

Le 27 octobre 1960.

LA VICTIME INculpÉE

Le seul manifestant arrêté et inculpé après la manifestation du 27 octobre à Paris est notre jeune camarade Charlier, élève de l'EN.S.E.T. de Cachan. Comme plusieurs journaux, dont « Le Monde », l'ont fait remarquer, c'est la victime qui est poursuivie. Notre camarade a en effet été blessé au pied par un « motard » qui le poursuivait avec l'intention de le renverser. Plusieurs personnes ont assisté à la scène et sont prêtes à témoigner de la brutalité du policier qui se livrait à une véritable « chasse à l'homme ».

Bureau national
des étudiants P.S.U.

Secrétaire Politique : L. SFEZ ;
Trésorier : R. LE LOCH ;
Responsable Relation Extérieures :
E. GRUMBACH ;
Section Province : G. CHAPPELLE ;
Section Paris : L. SOUBRET ;
Section Formation : J. POMONTI ;
Section Presse : J. MOREAU.

IMPORTANT

REDACTION : 8, Rue Henner,
Paris-9e. Tél. 65-21.

ADMINISTRATION : 54, Boulevard
Garibaldi, Paris-15e, Suf. 19-20.

Nous demandons à nos lecteurs et correspondants de bien prendre note de ces adresses. Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé, 8, Rue Henner, le lundi matin au plus tard. Tout ce qui concerne les abonnements, envois groupés, réglemens, etc., doit être adressé 54, Boulevard Garibaldi.

RÉUNIONS
MOSELLE

La Fédération organise pour le
SAMEDI 5 NOVEMBRE
à 20 h. 15, au Café de Paris, place Saint-Louis à Metz, une réunion de propagande destinée aux sympathisants, au cours de laquelle Henri Longeot, secrétaire général-adjoint du Parti prendra la parole.

LE CERCLE GERMINAL
ORGANISE UNE REUNION LE

LUNDI 7 NOVEMBRE

à 20 h. 30, Salle Montespan, 9 bis, avenue de Montespan (16^e) (Métro Pompo) au cours de laquelle sera abordé le problème de

LA SITUATION DE LA FEMME

DANS LE MONDE ACTUEL

M^{me} Rolande Attuly, parlera de « La promotion de la Femme dans les républiques chinoises et coréennes »

et M^{me} Michèle Barat, de la Femme Musulmane.

Le Cercle Germinal, cercle laïque d'études tient des réunions mensuelles au cours desquelles sont débattus par quelques conférenciers les grands problèmes du monde moderne, dans la tradition de la défense des libertés de pensée, d'expression et d'information.

(Participation aux frais : 250 fr. ; Etudiants : 150 fr. ; Membres du Club : 2000 fr. ; Membres du Club étudiants : 10 fr.)

6, rue Foucault (Paris, 16^e). Au Comité de Parrainage : Colette et Jacqueline Audry, Cl. Bourdet, A. Hauriou, Nathalie Sarraute, Mme le Dr Weil-Hallé.

● Camarade membre du parti recherche MECANICIEN-DENTISTE, délogé oblig. militaires. Situation démontre technicien. Stable. S'adresser à la Fédération.

Le 27 Octobre

NOUS publions ci-dessous un « panorama » de la « Journée du 27 Octobre » d'après les informations que nous ont communiquées nos camarades à ce jour incomplet. Il nous semble cependant utile à plusieurs titres de mesurer l'ampleur des manifestations de formes diverses qui se sont déroulées ; de l'autre, d'évaluer nos forces et de savoir où en est le pays.

Il convient de noter que si, la plupart du temps, nous ne mentionnons que les centres les plus importants, les mots d'ordre ont été également suivis dans un très grand nombre d'autres villes et localités.

On relèvera aussi que l'appel lancé par l'U.N.E.F., en de très nombreux endroits, a été suivi par les organisations locales, partis ou confédérations syndicales, alors que pour certains d'entre eux, les directions nationales avaient répondu négativement. C'est bien la preuve que le courant d'unité pour la Paix en Algérie se développe et commence à emporter les résistances... A nous d'accroître la force du mouvement.

ALLIER

● A MONTLUÇON, succès sans précédent : « Plusieurs milliers de participants au meeting », ont dit les très prudents journaux locaux.

— Appel en commun de la F.E.N., C.G.T., C.F.T.C. Refus de F.O., le P.C., de son côté, appelait « à des débrayages et manifestations sur les lieux du travail ».

ALPES-MARITIMES

● NICE : Dans la semaine précédant la manifestation et à l'initiative des représentants J.S.U., E.S.O., J.C., U.E.C. et de la liste étudiante d'action syndicale des contacts ont été pris avec la C.G.T., la C.F.T.C. et la F.E.N. En effet, l'A.G. des Etudiants de Nice est entre les mains des adversaires de l'U.N.E.F. qui dénonceront dans un tract l'appel pour le 27 octobre en déclarant que la direction de l'U.N.E.F. n'avait pas consulté les A.G., mais seulement la C.G.T. et la C.F.T.C., et que le président Gauchez ne faisait qu'obéir aux mots d'ordre du P.C.F.

Les organisations syndicales et de jeunesse appelleront donc à manifester le jeudi 27, sur l'esplanade du Paillon, avec l'accord de Jeunesse Camping, Tourisme et Travail, les Eclairiers et les Scouts. Mais le 25 octobre, le préfet interdit la manifestation. Les représentants de la C.G.T. et des J.C. s'alarmèrent brusquement de l'action possible d'agents provocateurs et se prononcèrent contre le maintien de la manifestation. La journée du 27 fut marquée par quelques débrayages et une délégation des syndicats et organisations de jeunesse à la préfecture.

Des manifestations eurent lieu à Biot, St-Martin-du-Var et Cap-d'Ail, et des meetings à Cannes, Grasse, Vallauris.

ARDECHE

Un tract commun C.G.T., S.N.I., F.E.M., C.F.T.C. appelait la population à soutenir l'U.N.E.F.

● A PRIVAS, un rassemblement était prévu devant l'Hôtel de Ville. 400 personnes ont défilé dans la rue et tenu une réunion à la salle des Fêtes. Elles se sont ensuite rendues à la Préfecture pour y déposer une motion.

AUBE

Journée réussie pour le département.

● TROYES :

Un tract signé par la F.E.N. : S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T., etc.), C.G.T., C.F.T.C., Autonomes (Cadastre), Mouvement de la Paix, P.C.F., P.S.U., Ass. Rép. des Anc. Combattants de la Résistance, U.J.C.F., U.J.F.F., M.L.O., L.D.H. et U.F.D., etc., demandait à la population de se rassembler sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Un meeting s'est tenu à la Bourse du Travail (près de 1.500 personnes ; beaucoup sont restés dehors), où une motion très ferme, signée par les représentants des organisations déjà nommées, a été applaudie et adoptée à l'unanimité.

— Par ailleurs, bon nombre de travailleurs, répondant aux mots d'ordre de leurs syndicats, ont débrayé.

Usines Poron à 50 % — Deoisey et Rémy Plénat, à 65 % — Société Générale, Vitoux (2 services) à 80 % — Komet : bonneterie et métiers 100 % — apprêt-manutention 80 à 90 % — Doué-Lamotte, 90 % — Herblin 100 %.

● A ROMILLY :

Un meeting au Casino avec plus de 700 personnes. L'appel avait été lancé par 17 organisations (dont C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., S.M.I., P.C., PSU, Mouvement de la Paix, J.O.C., Déportés, etc.). Résolution votée à l'unanimité.

AUDE

● A NARBONNE : A l'appel du S.N.I. et de la F.E.N., un meeting s'est tenu au Palais du Travail, avec la participation de C.G.T., F.O., P.S.U. et P.C. Plus de 1.000 personnes étaient présentes. Motion adoptée à l'unanimité.

● A COURSAN : La réunion publique avec 350 personnes avait été annoncée haut-parleur municipal et distribution de tracts dans les localités voisines. Participaient : C.G.T., F.O., F.E.N., S.N.I., P.C., P.S.U. et le secrétaire de section S.F.I.O. à titre personnel. A noter que les S.F.I.O. — jusqu'alors réfractaires à toute action pour l'Algérie — assistaient à la réunion.

AVEYRON

● A RODEZ : Le PSU (100 affiches collées) avait organisé une réunion d'in-

formation la veille et 120 personnes ont répondu à la convocation.

Un tract, signé par SNI, SNET, SNES, SGEN et CFTC, CGT, Autonomes (PTT, Cadastre et Contributions directes), PC et PSU, a été diffusé à 6.000 exemplaires, chaque organisation en assurant la distribution par quartier.

Le 27, 500 personnes sont venues salle Gally, comme ce tract le leur demandait ; les 500 ont formé cortège et défilé, pancartes en tête, et malgré les interdictions préfectorales et les barrages de police. Les manifestants seraient passés sans heurts si les gardiens de la paix n'avaient pas bousculé les premiers rangs en essayant de déchirer les pancartes.

● A MILLAU : Réunion organisée par le Comité de Vigilance Républicaine (PSU, PC, Libre Pensée, Enseignants, CGT, Parents d'élèves. 300 personnes ont adopté à l'unanimité une motion qui devait être envoyée à la Préfecture.

● A CAPDENAC : Motion commune (FEN, CGT, FO, CFTC, Retraités CGT et Autonomes, SFIO, PC, UFF, Amicale Laïque et PSU. Réunion avec plus de 200 personnes.

● DECAZEVILLE : 300 personnes à la Mairie. Les ouvriers de Valloirec ont débrayé pendant une demi-heure.

BOUCHES-DU-RHON

● AIX-EN-PROVENCE : « Dommage, on aurait eu un beau défilé », a dit à un de nos camarades l'un des responsables du P.C. : 3.000 personnes environ — dont une majorité de jeunes — se sont rassemblées boulevard Jean-Jaurès. Tous ne purent rentrer dans la salle de la Bourse du Travail et scandaient dehors : « Paix en Algérie. Négociez ! ». Avaient organisé ce meeting : UNEF, FEN, CGT et CFTC, avec l'aide du Comité de Coordination pour la Paix en Algérie (étudiants syndicalistes, communistes, catholiques et du PSU), Jeunes Travailleurs Catholiques, Comité Audin, Club Léo-Lagrange, Libre Pensée, Mouvement de la Paix, SNI, UFF, PC et PSU.

A noter aussi de multiples arrêts de travail (entreprises et administrations) et un recueil de plus de 1.000 signatures.

● A MARSEILLE : Débrayages massifs, larges délégations (plusieurs centaines) à la Mairie.

Arrêts de travail, meetings, défilés à LA CIOTAT, ARLES, PORT-DE-Bouc, PORT-SAINT-LOUIS, MIRAMAS, MARTIGUES, AUBAGNE, etc...

CALVADOS

● CAEN :

a) Préparation :

Deux Comités sont créés depuis juin pour coordonner les actions pour la paix en Algérie : l'un, syndical, avec UNEF, PEN, CGT, CFTC et depuis peu FO. Le second comprend outre les quatre premiers syndicats PC, PSU (épisodiquement la SFIO, tant que l'on se cantonne dans la « discussion »), LDH, Ligue de l'Enseignement, UFF, Associations Culturelles, etc...)

Après de multiples discussions : CGT-PC proposant débrayages et manifestations locales seulement, alors que PSU, UNEF, FEN maintiennent le projet de manifestation centrale, l'accord se fait enfin pour débrayages et cortèges divers, convergents vers la place St-Pierre.

Le PSU éditte un bandeau :

« 27 octobre. Tous avec les Jeunes. Paix en Algérie. — P.S.U. »

b) La manifestation :

— Il y a eu convergence de deux cortèges : l'un, parti de l'Université, composé d'enseignants (très nombreux, des instituteurs aux professeurs de Faculté) et d'étudiants, fort de 2.000 personnes au moins ; l'autre essentiellement ouvrier et venu, à travers la ville, de la banlieue industrielle : un millier environ. La place Saint-Pierre est cernée par un cordon assez mince de gendarmes, qui s'efforcent d'abord de contenir la poussée, puis lancent des grenades lacrymogènes, et chargent. Mais s'ils repoussent une partie du cortège étudiant, ils laissent le champ libre aux autres qui débouchent sur la place et rejoignent le cortège ouvrier. Cris d'unité...

— Dès lors, défilé par les principales artères de la ville, au cri de « Paix en Algérie », et sans opposition. Les passants applaudissent et viennent grossir le cortège. Le défilé s'achève par un meeting improvisé devant la Maison des Etudiants : des orateurs de l'UNEF, de la CFTC, de la CGT et de la FEN célèbrent l'unité réalisée, le succès de la manifestation et affirment leur résolution de recommencer.

La réussite de cette manifestation mérite d'être soulignée : 5.000 participants environ, ce qui est considérable pour Caen. La masse passive de la population n'a pu manquer cette fois d'être impressionnée par le nombre de ceux qui affirmaient leur volonté de paix.

CHARENTE

● ANGOULEME. — Là aussi, discussions serrées au sujet des formes d'action pour la Journée du 27. Convocation des organisations à l'initiative du P.S.U. La C.F.T.C. souhaite un soutien TOTAL à l'U.N.E.F., condition absolue de son accord. C.G.T. et P.C. acceptent une manifestation parallèle. S.F.I.O. est absente, « les consignes nationales demandant de ne répondre à aucune invitation ». F.O. n'a pas même donné suite à la convocation.

Finalement, la journée s'est soldée par deux réunions, l'une organisée par la F.E.N., suivie d'une délégation à la Préfecture (FEN, SNI, PC, PSU, Mt de la Paix et Anciens d'Algérie). L'autre avec CGT, CFTC, SGEN et FEN.

Un tract a été diffusé UNEF, CGT, CFTC, SGEN, PSU, PC, UDSR, UPS, Mt de la Paix, LDH, UFF et l'Association Nationale des Anciens d'Algérie.

CHARENTE-MARITIME

● LA ROCHELLE. — Un tract (signé par la FEN, SNI, CFTC, CGT, SGEN, LDH, Mt de la Paix, SFIO, PC, JG, Auberges de Jeunesse, Anciens Combattants et d'Algérie, Déportés et PSU) appelait la population à un meeting qui groupa 2.000 personnes. Dépôt d'une motion à la Préfecture.

● ROCHEFORT :

— 24 octobre : saisie du tract (5.000 exemplaires) appelant la population à manifester place Colbert, face à la mairie.

— 25 octobre : convocation des responsables d'organisations au Commissariat de Police : les tracts seront remis s'ils sont modifiés de façon à ce que la manifestation n'ait pas lieu sur la voie publique.

— 27 octobre : manifestation à la Bourse du Travail. 400 participants environ. Pas de cortège, mais une délégation (escortée par des voitures de police) va déposer une motion à la mairie et à la sous-Préfecture. Le Maire est absent, le sous-Préfet est en train de faire une période militaire !

A noter que la S.F.I.O. nous avait donné son accord le 25 octobre, mais que la grève générale n'a pas pu être déclenchée à la SNCASO faute de mot d'ordre FO et CFTC. 250 ouvriers ont débrayé pendant une demi-heure cependant.

● SAINTES. — Il y a eu un défilé dans les rues (environ 1.500 à 2.000 personnes), un meeting à la Bourse du Travail. Une pétition a été portée à la Mairie, mais n'a pu être remise en raison des forces de police.

CHER

● BOURGES. — Meeting à l'appel des syndicats avec 1.500 personnes.

● VIERZON. — A l'appel de la C.G.T., de la C.F.T.C., du P.S.U. et du P.C.F., défilé où l'on scande les cris de « Paix en Algérie ! » et meeting avec 2.000 personnes. A Bourges et à Vierzon, beaucoup plus de monde que le 28 juin.

CORREZE

● BRIVE : 2.000 personnes avaient, selon la presse, répondu à l'appel de 21 organisations en assistant à leur réunion à 18 heures à la Salle des Fêtes. L'unité était réalisée sur le plan politique (P.S.U., P.C., S.F.I.O., Radicaux), mais non sur le plan syndical (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T., S.G.E.N. et C.G.T.). L'assistance était diverse, enseignants et ouvriers.

Une seule prise de parole celle de M. Audierne, Professeur honoraire, personnalité au-dessus des partis, admise par tous ; il évoqua tour à tour les conséquences de cette guerre injuste, tortures, camps de regroupement, atteintes aux libertés, saisies des organes de presse, manifestés des 121, appel de l'U.N.E.F., position des cardinaux, ceci afin de situer la crise morale de la France ; « nous voulons la paix » est la conclusion de l'orateur.

Le P.S.U. n'a pas été étranger à un tel regroupement, ayant lancé un appel dès son congrès du 2 octobre à une action commune, appel repris par la section de Brive le 7-10-60. Il s'était constitué à Brive, pour la préparation du 28 juin, un Comité de Coordination. Réunion le 17 : le principe d'une action commune n'est pas rejeté, mais rien n'est prévu ; cela vient du refus du P.C., C.G.T., Mouvement de la Paix, de la proposition PSU demandant de répondre à l'appel de l'U.N.E.F. L'accord réalisé sur le plan national entre U.N.E.F., C.G.T., C.F.T.C., F.E.N. modifie le climat au point de susciter une nouvelle réunion le 21 ; l'accord se fait sur une manifestation commune le 27, place de la Mairie. L'interdiction de la Sous-Préfecture, 48 heures à l'avance, bouleverse nos plans mais cette réunion reste possible à la Salle des Fêtes. Cela nous oblige à sortir à nouveau des affiches et des tracts. La section P.S.U., quant à elle, a collé à cette occasion, 250 affiches et distribué 3.000 tracts partageant ainsi le travail de propagande avec le P.C.

● TULLE : Le meeting s'est déroulé également à la Salle des Fêtes, rassemblant environ 1.500 personnes. La manifestation prévue initialement devant la mairie avait été interdite par les pouvoirs publics et par le maire (Montalat,

dans la France entière

vice-président S.F.I.O. à l'Assemblée Nationale). Ceci explique bien sûr que la S.F.I.O. ne participait pas, par contre l'union locale C.F.T.C. (qui s'était abstenue à Brive) était représentée. Ce sont les deux différences importantes sur les organisations invitantes à Brive et à Tulle.

La réunion s'ouvre par la présentation des diverses organisations par un camarade du P.S.U. qui remercie également les manifestants ; il passe ensuite la parole au président qui est le secrétaire départemental de la C.G.T., lequel introduit le débat (plus longuement qu'il n'était prévu à l'origine). C'est ensuite le tour de l'orateur principal : le président départemental de la F.E.N., M. Mayoux, co-signataire du manifeste des 121.

CORSE

● **BASTIA.** — Rassemblement, dès 11 heures, sur la place de l'Hôtel-de-Ville où se tient le marché; avec tous les représentants de la F.E.N., S.N.I., S.N.E.S., P.C., S.F.I.O., U.F.F. et P.S.U. et les étudiants.

Dockers et Cheminots (C.G.T. et F.O.) débraient ainsi que des ouvriers du Bâtiment et se rendent aussi au marché.

Police et R.G. surveillent l'entrée de l'hôtel de ville.

Le maire, son adjoint siégeant à la Commission d'Hygiène, les délégations (U.F.F., Dockers, Enseignants) sont reçues, une à une, par l'huissier de service.

A leur retour, le secrétaire fédéral P.C. lit une déclaration. Il est rapidement invité par un officier de police à cesser sa lecture. Les manifestants (près d'une centaine) se resserrent autour de lui aux cris de « Paix en Algérie! »

COTE-D'OR

● **DIJON.** — Débrayages aux ateliers S.N.C.V. de Perrigny à 80 % et aux Services aux de Dijon-Gare (C.G.T. et F.O.), une heure à 90 % pendant le meeting de la Bourse du Travail qui a réuni plus de 2.500 personnes.

Toutes les organisations syndicales : C.G.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., S.G.E.N. avaient répondu à l'appel de l'U.N.E.F. Une délégation a été reçue par le préfet.

Des militants C.G.T. et des J.C. sont venus manifester leur entier accord avec leurs camarades du P.S.U.

COTES-DU-NORD

● **SAINT-BRIEUC.** — Tract édité parallèlement par les Syndicats (C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., F.O. (Travaux Publics), les partis et organisations (P.S.U., P.C., Action Travailleuse, S.F.I.O., Anciens d'Algérie, Mouvement de la Paix, L.D.H., Déportés et Résistants, Anciens Combattants, J.S.U., J.C., etc...).

Bien avant 18 heures, la foule s'était massée devant la Maison du Peuple. La salle étant trop petite : 2.000 personnes, on installe des haut-parleurs pour ceux qui restaient dans la rue.

Motion adoptée à l'unanimité et les organisateurs invitent les assistants à envoyer une délégation à la Préfecture. Un itinéraire raz-de-marée monta, dans le calme, à la Place Duguesclin, avec les délégations de localités voisines. Léger barrage de police, mais aucun incident.

● **GUINGAMP.** — 1.000 assistants au meeting de la Salle Municipale et défilé jusqu'à la Sous-Préfecture.

DORDOGNE

● **PERIGUEUX.** — Meeting à la Bourse du Travail organisé par la F.E.N., le S.N.I., la C.G.T. et la C.F.T.C., appuyés par le P.S.U. et le P.C.F. : 1.200 personnes où dominaient les jeunes, les enseignants, les travailleurs du bâtiment et les cheminots qui avaient débrayé.

DOUBS

● **BESANCON.** — Manifestation silencieuse organisée par les Syndicats et Mouvements de Jeunesse pour soutenir l'U.N.E.F.

● **MONTBELIARD - SOCHAUX.** — Un tract P.S.U. très dynamique a été diffusé à 12.000 exemplaires dans toute la région (6.000 chez Peugeot). Un millier de manifestants à Sochaux, nombreuses forces de police. Défilé malgré l'interdiction. Des débrayages dans les moyennes usines, mais peu chez Peugeot (à 10 % environ).

DROME

● **VALENCE.** — 300 personnes à la Bourse du Travail.

● **ROMANS.** — Grève massive d'une heure à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.T.C. (plus de 4.500 grévistes). Un meeting a groupé plus de 1.000 personnes.

EURE-ET-LOIR

● **CHARTRES.** — 2 meetings : F.E.N., C.F.T.C. avec 400 personnes, et C.G.T. (300) auquel se sont joints les enseignants P.C. et P.S.U. du premier. Formation spontanée d'un cortège qui a défilé dans le centre, malgré la police.

GARD

● **ALES.** — Journée organisée dans l'Unité. (C.G.T., C.F.T.C., S.N.I., S.N.E.S., S.G.E.N. — Mouvement de la Paix, A.B., A.C., J.C., U.F.F., P.C., P.S.U.). Plus d'un millier de personnes ont porté au maire S.F.I.O., une résolution adoptée à l'unanimité.

HAUTE-GARONNE

● **TOULOUSE.** — Grand succès du meeting organisé par le front syndical et le cartel de défenses des libertés avec le P.S.U. et le P.C. : 5.000 manifestants et un cortège d'un demi-kilomètre.

HERAULT

● **MONTPELLIER.** — L'A. G. des Etudiants est dirigée par des adversaires de l'U.N.E.F. Mais les étudiants en lettres et les préparations aux grandes écoles appelaient à la manifestation avec la C.G.T., la C.F.T.C., les Auberges de Jeunesse, les Eclaireurs de France, le P.S.U. et le P.C. Le préfet avait interdit le rassemblement sur la promenade du Peyron et la police en interdisait l'accès. Les manifestants au nombre de 3.000 se rassemblèrent place des Arceaux où le président de la Ligue des Droits de l'Homme lut la liste des organisations participantes et l'appel de l'U.N.E.F.

INDRE

● **CHATEAUROUX.** — Jamais action pour la Paix en Algérie n'avait été aussi réussie. Meeting commun auquel assistaient 1.500 personnes. (F.E.N., C.G.T., S.F.I.O., P.C., P.S.U., Comité Intersyndical des Collèges Techniques (Autonomes, C.G.T., C.F.T.C., F.O.).

ISERE

● **GRENOBLE.** — Bien avant l'heure prévue (18 heures) la Salle du Manège qui contient 3.000 personnes est comble. Le « trop-plein » (plusieurs centaines) reste dans la rue.

Cris de « Unité », « Action », « Défilé », tandis que 5 « Algérie Française » décident entre eux de se tenir tranquilles. (« On ne peut rien faire, ils sont trop nombreux. »)

Après le vote à l'unanimité d'une motion, l'assistance est invitée à se disperser par les organisateurs (A.G. des Etudiants, C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., etc.), mais elle n'est pas d'accord et scande : « Assez de discours, des actes », « la prochaine fois, on restera chez soi », « dans la rue », etc...

Fievre à la sortie. C'est alors que des militants P.S.U., au coude à coude, démarrent, aussitôt suivis par 1.500 manifestants qui tiennent la rue jusqu'à 20 heures 30. Quelques heurts, peu importants, avec les « forces de l'ordre ».

Leçons de la journée : Il est urgent de réaliser l'Unité et d'organiser des actions de masse et au grand jour dans la rue.

● **ROUSSILLON (Péage et Salaise-sur-Sanne).** — Tract très intéressant, diffusé par : C.G.T., C.F.T.C., S.N.I., P.C., P.S.U., etc...

1) Débrayage aux Usines Rhône-Poulenc et Rhodiaceta de 15 à 17 heures. Meeting C.G.T.-C.F.T.C. à la porte des usines.

2) Manifestation de rue sur plus d'un kilomètre (malgré l'interdiction préfectorale et l'important détachement de gendarmerie prévu par la sollicitude des Autorités).

Elle s'est terminée par un meeting réuni à l'appel du Comité groupant C.F.T.C., C.G.T., Mouvement de la Paix, P.C., P.S.U. et diverses personnalités.

LOIRE

● **ST-ETIENNE.** 1) Grève d'une heure à l'appel de la C.F.T.C., C.G.T., F.O., F.E.N., S.N.I., à 90 et 100 % dans les entreprises, banques, chantiers.

2) Grévistes et manifestants, — près de 5.000 personnes — se rendirent vers 11 heures à la Bourse du Travail au meeting décidé par le « Carrefour » des 33 organisations syndicales, familiales, sociales et culturelles et C.F.T.C.-C.G.T.-F.O.

● **FIRMINY.** — Débrayage et défilé dans la rue (plus de 5.000 participants).

● **A MONTBRISON, ST-CHAMOND et RIVE-DE-GIER,** débrayages massifs.

● **ROANNE.** — Il existe, comme dans tout le département de la Loire, un carrefour d'organisations syndicales, familiales et sociales pour la paix en Algérie ; y figurent notamment les unions locales C.G.T., C.F.T.C. et F.E.N., la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix. Pour la journée du 27 le Carrefour a organisé un meeting accompagné de grèves d'une heure (tract C.G.T., C.F.T.C., F.E.N. appelant à la grève). Les partis politiques ont appuyé le mouvement par un appel commun (texte joint) publié par la presse.

— Résultats : Plus de 2.000 grévistes (grève à 100 % dans certaines entreprises), 1.000 à 2.000 manifestants au meeting. Trois discours : F.E.N. sur les conséquences morales de la guerre, C.G.T. sur ses conséquences matérielles, C.F.T.C. sur ses conséquences politiques avec mise en cause du régime.

Pour beaucoup, les difficultés parisiennes n'ont été ni comprises, ni approuvées; on ne voit de solution que dans une action unie de la Gauche.

LOIRE-ATLANTIQUE

● **SAINT-NAZAIRE.** — Très belle manifestation avec défilé pendant une heure. Les syndicats avaient appelé à la manifestation, soutenue par le P.S.U., le P.C. et la S.F.I.O.

LOIRET

Le P.S.U. a été la seule organisation politique invitant « tous les citoyens responsables à se grouper autour des jeunes pour exprimer leur volonté d'en finir avec la guerre » et appelant « les travailleurs à participer à l'action décidée par les organisations syndicales ». Déjà un de nos camarades, le Dr Chibout, conseiller municipal de Gien, avait pris une initiative montrant la solidarité de notre Parti avec la jeunesse. A la suite de la suppression de la subvention de l'Etat à l'U.N.E.F., il avait demandé à la ville de Gien de venir en aide aux étudiants, soulignant que ceux-ci ne devaient pas avoir à souffrir de l'arbitraire gouvernemental. Cette aide fut malheureusement refusée et un journal réactionnaire local écrivit que notre camarade voulait en fait « aider le F.I.N. ». Il fut d'ailleurs contraint, sous la menace de poursuites, de publier une mise au point.

● **A GIEN,** ville assez calme, une réunion eut lieu le 27 octobre à la mairie avec la participation des organisations syndicales.

● **A MONTARGIS,** un débrayage a eu lieu à l'usine Hutchinson, où des camarades ont des responsabilités syndicales, à la suite d'un accord entre les organisations C.G.T. et C.F.T.C. Un rassemblement eut lieu également devant la mairie.

« SOUSTELLE A LA POUBELLE, MASSU PAR DESSUS »

● **A ORLEANS,** à l'appel de la C.G.T., de la F.E.N., du S.G.E.N. : rassemblement d'environ 400 personnes devant l'Hôtel de Ville, tandis que les responsables syndicaux étaient reçus par un représentant du maire. La veille le P.S.U. avait collé sur les murs de la ville l'affiche « Lui aussi ira-t-il en Algérie? » et avait fait circuler parmi les jeunes des écoles un tract les invitant à participer au rassemblement. Aussi étaient-ils venus nombreux. Lorsque vers 18 h. 30, les participants voulurent quitter la place de la mairie pour emprunter en cortège la Rue Jeanne d'Arc, ils se heurtèrent à un barrage de police et durent refluer vers la Rue d'Escurès également barrée. Les pancartes du P.S.U., trop tôt brandies, avaient été enlevées par la police, mais les jeunes criaient « Paix en Algérie », « Pas de service à 18 ans », « Soustelle à la poubelle, Massu par dessus »... Scandant les mots d'ordre, le cortège remonta vers la Gare, serré de près par les cars de la police. Les Orléanais apparaissaient aux fenêtres, de bons bourgeois s'arrêtaient interloqués, des soldats en promenade étaient interpellés : « L'armée avec nous ». Parvenus devant la Gare, les manifestants s'engagèrent dans la Rue de la République, la plus importante de la ville, mais ne purent poursuivre leur route par suite d'un déploiement des forces de police. La démonstration ayant été jugée suffisante, notre camarade Jacqueline Bois, secrétaire de la F.E.N., remercia les participants d'avoir manifesté leur volonté de paix et leur conseilla de se disloquer, ce qui fut fait.

Dans les jours qui viennent, la Fédération du Loiret va continuer la lutte. Les sections et la C.E. fédérale — qui se réunit tous les mois — vont discuter des problèmes qui sont à l'ordre du jour du prochain Conseil National, notamment celui de l'Algérie. Une attention particulière va être accordée à notre implantation dans le département et au travail parmi les jeunes.

LOZERE

● **MENDE.** — Participent à la journée, les organisations et partis (sauf la S.F.I.O.).

— Interdiction préfectorale de toute manifestation sur la voie publique, refus de recevoir les délégations.

— Appel de la F.E.N. et du P.S.U. à l'union.

RESULTATS

Motion publiée par tracts (sur l'ensemble du département), presse et adressée au préfet, parlementaires, conseillers généraux. Avec la signature C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.M., P.C., P.S.U., etc.

Délégation à Montpellier.

MARNE

● **REIMS.** — L'appel à la manifestation avait été lancé par l'A.G. des étudiants, la C.G.T., la C.F.T.C. et la F.E.N. Le P.S.U. et le P.C.F. soutenaient cette initiative. La manifestation prévue placée d'Erilon fut interdite et la police en interdisait l'entrée. Plus de 3.000 personnes se rassemblèrent devant le siège de l'A.G. des étudiants. (Le 28 juin, la manifestation avait groupé 300 personnes.) A l'invitation qui était faite de rentrer dans les locaux, la foule répondit : « Pas de discours ! Dans la rue ! » Un cortège s'organisa qui défila dans Reims jusqu'à la Bourse du Travail en scandant « Négociation ! » « Paix en Algérie ! »

● **CHALONS-SUR-MARNE.** — Meeting avec 500 personnes à l'appel de 15 organisations.

● **VITRY-LE-FRANCOIS.** — Meeting C.G.T., F.E.N., C.F.T.C. (le premier meeting tenu depuis mai 1958).

LYON

Malgré l'interdiction préfectorale, malgré un énorme déploiement de forces de police, malgré les réticences et les reculs de certains organisateurs, c'est une très grande manifestation de rue qui a eu lieu à Lyon le 27 octobre. Rien de comparable n'avait été réalisé depuis très longtemps, et même le 13 mai, seul un important meeting avait été possible.

Pendant plus de deux heures, on estime que 5.000 à 6.000 manifestants (plus 2 ou 3.000 qui n'ont pas pu rejoindre le centre de la ville) ont parcouru les grandes rues centrales de la ville aux cris de « Paix en Algérie », « Négociation », « Les C.R.S. à l'usine », etc...

A 17 heures 30, étudiants, enseignants, employés et ouvriers sortis des usines une heure avant la fin normale du travail, comme les y invitaient les syndicats, se rassemblaient place du Bachut, place Jean Macé, place Guichard, place de la Libération et place des Terreaux. Généralement dispersés par les C.R.S., ils se regroupaient quelques mètres plus loin, et menaçaient en cortège une grande remontée vers le centre, qui laissa souvent la police désarmée, et rencontra une approbation générale de la population massée sur les trottoirs ou aux fenêtres. On vit même un convoi de soldats du contingent faire écho aux manifestants par les cris de « La quille », « Paix en Algérie ». On vit aussi, un peu plus loin, un adjudant de carrière aider un C.R.S. maladroit à dégoupiller sa grenade lacrymogène, et deux jeunes revenus depuis peu d'Algérie, ramasser les mêmes grenades avant qu'elles n'éclatent pour les lancer sur les policiers.

C'est dans cet état d'esprit, très combatif, que les cortèges se retrouvèrent dans la presqu'île... malgré les appels à la dispersion lancés ça et là par des camarades de la C.G.T. ou du P.C.F. (Place Gabriel Péri, par exemple, trois-quarts d'heure après le début de la manifestation, par un secrétaire de l'U.D.-C.G.T. qui fut d'ailleurs hué par les manifestants).

C'est ainsi que des milliers d'hommes et de femmes, — jeunes à 70 % — montrèrent à tout Lyon, ébahi ou ravi, mais toujours favorable, que la ville voulait la paix en Algérie, et était décidée à le dire en dépit du préfet, en dépit des C.R.S., en dépit des groupes fascistes (qui se tinrent généralement à distance respectueuse du cortège, mais qui osèrent lancer une voiture à 50 kmh. sur les manifestants).

Qu'est-ce qui a rendu possible une telle manifestation? Quelles sont les difficultés qui restent à surmonter?

1°) La réalisation d'un accord intersyndical C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., A.G.E.L. (F.O. ayant refusé de se joindre à « des rassemblements au sein desquels se trouvent des organisations qui spéculent sur les inquiétudes et les réactions éventuelles d'une jeunesse, pour réaliser des desseins qui mettraient en péril la démocratie »... Sans doute le P.S.U.!), a joué un rôle très important.

● La participation massive des jeunes et des étudiants est une autre caractéristique de cette manifestation.

● Le rôle joué par les militants du P.S.U. à tous les échelons a souvent permis d'éviter la dispersion de la manifestation dans les quartiers, et de lui garder son caractère de manifestation de rue.

● Enfin l'organisation très stricte (avec un responsable, à tous les échelons, de chacune des organisations chargées de la direction des opérations) permit de maintenir la discipline et la cohésion du cortège.

2°) Les obstacles?

Outre le « légalisme » parfois manifesté par certaines organisations non politiques, il faut relever les réticences manifestées avant et pendant la manifestation par le P.C.F. (qui doit être rapprochée de la disparition de fait du Mouvement de la Paix dans cette journée). On eut à s'opposer aux mots d'ordre divergents (dans plusieurs grandes usines, il est à regretter que des appels aient été lancés soit à débrayer le matin à 11 h., soit à rejoindre des meetings locaux à 18 h. 30), aux tentatives d'éviter la manifestation centrale dans la rue, puis à celle de minimiser le résultat obtenu au profit des seuls débrayages. On entendit même le représentant du P.C.F. appuyer la proposition d'une entrevue avec le Préfet en ces termes : « Nous appuyons cette proposition si elle peut aboutir à une manifestation autorisée, et nous acceptons, s'il y a accord, de suivre l'itinéraire fixé par le Préfet pour rejoindre le lieu qu'il nous aura désigné ».

Comme nous l'avons déjà dit au début, c'est malgré les réticences et les reculs de certaines organisations que la manifestation a réussi, montrant de façon aussi éclatante la possibilité de porter maintenant à un autre échelon l'action contre la guerre en Algérie.

TRIBUNE SOCIALISTE
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié
Rédaction : 8, rue Henner, PARIS-9^e
Administration : 54, boulevard Garibaldi
PARIS-15^e — Tél. : SUF. 19-20 et 19-21
— Directeur-Gérant : Roger CERAT —
Imprimerie René-Boulangier
60, rue René-Boulangier, PARIS-10^e
— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

A suivre dans le numéro de la semaine prochaine pour les autres départements.

RENAULT, usine pilote DE LA COLÈRE OUVRIÈRE

Il y a maintenant plus de quinze jours que la Direction de la Régie Renault a pris la décision de « rajuster ses effectifs », car à Billancourt, — la maison qui ne se conduit pas comme « ceux de chez Simca » — on ne licencie pas... « on rajuste » !

Durant la même période l'action unie des travailleurs de l'Entreprise s'est renforcée jour après jour, se traduisant notamment par deux débrayages importants, accompagnés de manifestations de rues.

En parallèle les représentants CGT, CFTC et FO tous unis présentaient en séance de Comité d'établissement du Mans, de Flins, et de Billancourt d'abord, devant le Ministre du Travail ensuite, toute une série de contre-propositions visant à assurer le maintien de l'emploi pour tous. Ces propositions portées à la connaissance de l'opinion publique au cours d'une Conférence de Presse sont cohérentes et difficilement réfutables ?

Mais, qu'il s'agisse de la Direction de la Régie ou du Gouvernement, les représentants syndicaux se sont trouvés devant des gens qui avaient la volonté délibérée de ne rien entendre qui puisse changer l'orientation prise une fois pour toutes.

Les motifs mis en avant par la Direction Renault pour tenter de justifier ses licenciements sont bien connus : ils tiennent uniquement aux difficultés rencontrées sur le plan de l'exportation (particulièrement aux U.S.A.); difficultés non compensées par une reprise importante du marché intérieur.

Il apparaît cependant que deux facteurs dont les effets sont à plus ou moins long terme s'ajoutent aux raisons invoquées :

● Premier facteur : la décentralisation industrielle particulièrement valable pour Billancourt, le secteur voisin de Boulogne devant être transformé en « zone résidentielle », et le dégonflement des effectifs des établissements trop importants étant prévu, (il s'agirait dans les années qui viennent de les ramener à des chiffres ne dépassant pas 10.000 salariés).

● Deuxième facteur : l'évolution de la productivité. Le remplacement des anciens par de nouveaux modèles sont l'occasion de profondes rénovations techniques. Les secteurs les moins évolués (fonderies) se mécani-

sent à leur tour, et ces bouleversements correspondent à une évolution de la productivité, donc à une diminution de la main d'œuvre.

L'INCOHÉRENCE de la politique des constructeurs d'automobiles, veut que chacun cherche à couler son voisin en le battant sur son propre terrain, amenant progressivement chaque constructeur à faire tous les véhicules de la gamme, va provoquer la mise en fabrication de nombreux prototypes susceptibles de conquérir un marché élargi. Une des conséquences de cette absurde politique sera d'accélérer le processus technologique et de rendre plus grave encore les méfaits de la productivité dans le système capitaliste.

Il est vain de souligner l'absence de politique gouvernementale favorisant la relance de l'industrie automobile ne fait qu'aggraver considérablement la situation.

C'est dans cette conjoncture que la Régie Renault qui devrait avoir dans le domaine social vocation inverse, opte pour les licenciements de préférence aux réductions d'horaires; et cela au moment où malgré les difficultés, la production et le chiffre d'affaires 1960, s'annoncent supérieurs aux chiffres correspondants de l'année précédente.

Pourtant le « Fonds de garantie » prévu par l'accord Direction-Syndicats comme devant jouer en cas de réduction d'horaires en dessous de 45 heures, est inutilisé à la première occasion qu'il avait de pouvoir fonctionner !

La Direction de la Régie avance l'opinion que les possibilités d'indemnisation par le Fonds seraient insuffisantes en cas de réduction prolongée des horaires. A cela les syndicats répondent qu'il est possible de prévoir de nouvelles possibilités pour rendre le « Fonds de garantie » plus efficace. Les représentants CFTC réfutent même l'argument de la Direction en prenant l'exemple de la crise de fin 1952 — début 1953. A cette époque durant les six mois où les horaires avaient été réduits, plus de 3.500 travailleurs susceptibles de retrouver du travail dans d'autres entreprises, ou de se reconverter à d'autres activités étaient partis volontairement, et ce

pour un effectif global très sensiblement inférieur à l'effectif actuel.

SEULEMENT la Régie, — plutôt que de voir partir des professionnels qui eux ont encore une chance de pouvoir se reclasser selon leurs possibilités — préfère choisir ses licenciés, et remettre par exemple sur le marché du travail parisien plus de 1.700 ouvriers spécialisés dont les possibilités de reclassement sont beaucoup plus réduites. En agissant de la sorte, la Régie Renault donne avec l'assentiment du Gouvernement le « feu vert » aux patrons pour procéder de la même manière à la première difficulté.

C'est ainsi que près de 2.000 travailleurs de Billancourt (1) ont reçu à la fin de la semaine dernière une « charmante lettre » les invitant à se présenter le lundi 31 octobre (jour où leurs camarades de travail avaient été mis par hasard au chômage), dans les locaux de la Régie à des endroits différents et à des heures différentes, pour toucher un acompte de 50.000 francs et un petit pécule qui les soulagerait de bien des peines !

Peu nombreux sont ceux qui se sont rendus à l'invitation de la Direction, et nombreux, en revanche ceux qui ont répondu à l'appel des syndicats et veulent conserver leur place à la Régie.

Les travailleurs peuvent à loisir méditer sur le cas de ces licenciés : anciens apprentis de la Régie, accidentés du travail, déficients, ouvriers sages sans avertissements, militants syndicalistes jeunes attendant le départ au service ou bien revenant d'Algérie, tout le monde y rencontre peu dans l'Entreprise, y cotoie ceux qui ont 10, 12, 14, 16 ou plus de 20 ans d'ancienneté.

Qui s'étonnera après que le temps de la résignation soit révolu chez Renault ? Qui sera surpris si celui de la colère approche... ?

(1) Les travailleurs de Flins, eux ont reçu avec la lettre de licenciement un avis de mandat postal; Ils étaient informés que leurs affaires personnelles leurs seraient réexpédiées à domicile !...

Un important arrêt en matière d'heures supplémentaires

La Chambre Sociale de la Cour de Cassation vient, dans une décision qui n'a pas encore été publiée par les journaux judiciaires, de trancher un intéressant problème de rémunération des heures supplémentaires.

La loi du 21 juin 1936 a fixé, en principe, la durée hebdomadaire du travail à 40 heures. Mais des dérogations étaient prévues et notamment dans certains secteurs une dérogation d'une heure par jour pour les conducteurs de véhicules automobiles, en raison du caractère complémentaire ou préparatoire du temps passé à la mise en route ou à la rentrée au garage. Cette heure devait être payée au tarif normal.

Puis est intervenue la loi du 25 février 1946, inspirée par l'intention d'augmenter la production, qui a prévu des tarifs majorés pour les heures supplémentaires.

Dans beaucoup d'entreprises, les heures faites en supplément des 40 heures mais en vertu de dérogations prévues par la législation de 1936 continuèrent à être payées au tarif normal.

La Cour de Cassation a décidé qu'exception faite pour les heures d'équivalence (qui comprennent les temps morts et tiennent compte du caractère intermittent de certains travailleurs tels que gardiens, surveillants, pompiers, etc... et qui n'ouvrent droit à aucun paiement en sus de la durée légale), toutes les autres heures supplémentaires, par dérogation ou pour augmentation de la production, doivent être payées au tarif majoré.

Notre seule richesse : nos lecteurs
Abonnez vous

Lutte des socialistes Japonais

Au début de la semaine dernière la dissolution de la chambre des représentants a été prononcée au Japon. Des élections générales auront donc lieu bientôt, probablement aux environs du 20 novembre.

Cette dissolution et ces élections étaient attendues depuis longtemps. Le Japon traverse une crise grave. Il est profondément déchiré par des problèmes de politique internationale (rapports avec la Chine, rapports avec les Etats-Unis) plus encore que par les problèmes de politique intérieure. De plus une extrême-droite « traditionnelle », c'est-à-dire ouvertement disposée à adopter le recours à la violence et au meurtre, comme vient de le montrer l'assassinat du leader socialiste Asanuma, se montre de plus en plus active.

Les circonstances confèrent un intérêt tout particulier aux entretiens que certains leaders du parti socialiste japonais, de passage à Paris, ont eus récemment avec les représentants de notre parti. On trouvera ci-dessous un bref compte rendu de ces entretiens, qu'il ne nous avait pas été possible de publier plus tôt.

LE 29 septembre, une large délégation du P.S.U. a rencontré à Paris une délégation du Parti Socialiste Japonais composée de dirigeants du Parti : les camarades Mozaburu Suzuki, Okada et T. Suzuki. Cette délégation, qui s'était refusée à prendre contact avec Guy Mollet et la S.F.I.O., manifesta son complet accord avec les positions fondamentales de notre parti — sur la lutte contre la guerre, contre la colonisation et pour la victoire d'un socialisme non bureaucratique.

Une classe ouvrière organisée

Au cours de la discussion nos camarades nous ont brossé le tableau de la situation au Japon. La classe ouvrière y est fortement organisée. Sur 6.500.000 syndiqués : 3.500.000 sont affiliés à la C.G.T. (Sohio); 2 millions aux syndicats indépendants; un million au Congrès Général du Travail (Zenko), à direction réformatrice.

Le Parti Socialiste a la direction de la C.G.T. et de nombreux syndicats indépendants.

Les étudiants sont organisés en conseils dans chaque université. Ces conseils sont groupés en fédérations, elles-mêmes confédérées en un organisme central. Les militants communistes sont très dynamiques et, de ce fait, jouent un rôle disproportionné à leur influence à la base. Les étudiants « trotskystes » qui ont

rompu avec les « stalinien » pour former le Zengakuren ont joué un rôle spectaculaire dans les récents événements, tenant la rue et envahissant le Parlement. Mais, selon une enquête récente, la majorité des étudiants suivent le parti socialiste.

Les paysans sont beaucoup plus conservateurs. Depuis la guerre, un grand nombre d'entre eux sont devenus propriétaires : la réforme agraire a cessé de les intéresser. Pourtant une organisation paysanne de 300.000 membres est dirigée par le Parti Socialiste qui obtient dans les circonscriptions de campagne de 25 à 40 % des voix.

Un député sur trois

L'INFLUENCE électorale du parti socialiste est analogue à celle de la social-démocratie allemande, quoique sur un programme radicalement différent. Le parti compte un tiers des députés et des sénateurs, parmi lesquels de nombreux ouvriers et paysans. Le parti communiste a un seul député et deux sénateurs (avec 4 % des voix). Il n'a guère d'influence que dans les milieux intellectuels.

A la droite du P.S., s'est récemment formé un parti social-démocrate — répondant français de la S.F.I.O. — et appuyé par la centrale syndicale Zendo. Ce parti est né d'une scission du parti socialiste sur le problème de la défense nationale. Quarante députés et sénateurs

ont suivi le mouvement. Cette scission a dissipé les équivoques et a permis au parti socialiste d'affirmer plus clairement sa politique.

Le parti social-démocrate est resté en dehors de la récente lutte contre le traité nippo-américain.

La lutte contre le traité U.S.

Nos camarades nous rappellent les raisons de ce grand soulèvement populaire :

Sous des apparences d'égalité, le traité fait du Japon un satellite des Etats-Unis, entraîné automatiquement à leur suite dans la guerre. Les conservateurs veulent que le Japon serve de base pour les missiles et les sous-marins atomiques. Le Premier ministre Kishi prétendait offrir ce cadeau à Eisenhower lors de sa visite et profiter de l'occasion pour consolider ses positions dans le pays. Afin d'imposer la ratification, il n'hésita pas à remplir de policiers le Parlement. Dans d'autres conditions, les socialistes japonais n'auraient eu aucune objection à la visite d'Eisenhower. A l'époque, après l'échec de la conférence au sommet, cette visite n'avait pour but que de consolider les alliances militaires en Extrême-Orient.

Or, le peuple japonais sait trop ce que signifie une guerre atomique, et c'est la grande masse qui se souleva et s'engagea dans la lutte sous la direction du parti socialiste, de la C.G.T. et des étudiants. Eisenhower dut renoncer à sa visite. Le cabinet Kishi fut contraint de démissionner. Le nouveau gouvernement — quoique également réactionnaire — a été forcé de modifier l'orientation de la politique extérieure.

Le P.C. Chinois

Ces événements ont eu pour conséquence, notamment, une évolution plus favorable des

relations commerciales du Japon avec la Chine. Les rapports des Socialistes japonais avec le parti communiste chinois se sont également améliorés. Les divergences restent considérables, par exemple sur le problème de la coexistence pacifique, bien qu'en fait, les communistes chinois ne veulent pas la guerre. Mais ils ont été poussés à durcir leurs positions pour des raisons intérieures : il leur fallait agiter la menace imminente d'un danger extérieur pour faire oublier la grande misère qui subsiste et pour faire taire toute opposition.

Le conflit qu'ils ont eu avec l'Inde, pour la possession de quelques territoires, a conduit les peuples d'Asie à douter de leurs intentions et a entraîné un recul de l'immense influence chinoise en Asie. La Chine est actuellement très isolée et nos camarades pensent que les communistes chinois vont être, dans les prochains mois, amenés à modifier leurs positions pour s'aligner sur celles de l'U.R.S.S.

Une opinion sensibilisée

LES socialistes japonais peuvent donc avoir à jouer un rôle considérable en Asie. Pour eux, le test des prochaines élections de novembre sera très important. — Ils n'attendent pas pour cela un changement profond des rapports de forces parlementaires. Ils estiment plutôt que la révolution socialiste au Japon ne passera pas par la voie parlementaire, et qu'il leur faudra, pendant un certain temps, suspendre comme en Turquie la légalité parlementaire.

Après avoir constaté la sérieuse communauté de vues qui existe entre eux, le P.S. Japonais et le P.S.U. ont décidé de renforcer leurs liaisons et de multiplier les échanges d'expériences.

Cette rencontre a permis de faire un pas en avant dans l'établissement d'un lien international entre tous les socialistes authentiques, à travers le monde.

Yvan CRAIPEAU.